

# Damir Al-Watan

Conscience de la Patrie



L'Autorité de Contrôle Administratif / L'Académie Égyptienne de Lutte Contre la Corruption

Centre de recherche et d'études pour la prévention et la lutte contre la corruption

Numéro 4 , Juillet 2023

25  
Juillet

مصر . دائماً



Journée de l'Autorité de Contrôle Administratif

Conscience de la Patrie

# Damir Al-Watan

Numéro 4 , Juillet 2023



Un magazine culturel périodique  
publié par :  
l'Académie Égyptienne de Lutte Contre la  
Corruption  
Préparé par :  
Le Centre de recherche et d'études pour la  
prévention et la lutte contre la corruption

**Général / Amr Adel**

Président de l'Autorité de Contrôle Administratif  
Président du Conseil d'administration  
de l'Académie

Supervision générale

**Premier Sous-Secrétaire  
Khaled Abd El-Rahman**

Président adjoint de l'Autorité de Contrôle  
Administratif pour les affaires de l'Académie  
et la coopération internationale et membre du  
Conseil d'administration

Rédacteur en chef

**Premier Sous-Secrétaire  
Dr. Mohamed Salama**

Directeur de l'Académie  
et Rapporteur du Conseil

Conseiller média:

**Dr. Sami Abdel Aziz**

Conseiller de presse:

**Ahmed Ayoub**

Directeur artistique et graphiste:

**Mostafa saeed**



الاصدار الرقمي الالكتروني  
باللغة العربية

Digital Edition  
English Version

L'Édition Numérique  
Version Française



L'ampleur des défis auxquels le peuple égyptien est confronté depuis 2011 a inculqué à ses enfants une solidité et une force uniques. Il a connu la menace de perdre la Patrie, la peur pour les parents et les enfants, la perte des moyens de subsistance et des capacités. Par conséquent, je crois fermement que cette génération du peuple égyptien est la plus capable d'assumer la responsabilité de la construction de la Patrie et d'un État moderne et développé

**President Abdel-Fattah El-Sisi**

Discours du Président à l'occasion  
du dixième anniversaire de la Révolution du 30 juin

Déménagement dans la Nouvelle Capitale administrative  
**De là, nous commençons une  
nouvelle ère**



Administrative Control Authority Building in the New Capital City

# CONTENU



**Et nous passons sur la voie malgré les défis**

Général / Amr Adel  
Président de l'Autorité de Contrôle Administratif

12



Trois éléments de la Lutte contre la Corruption :  
**Volonté politique, Patrimoine culturel et Qualité des données**

Premier Sous-Secrétaire / Dr. Mohamed Salama

Rédacteur en chef

14

Les efforts de l'Académie en quelques mois ( Résultat de janvier-juin)



24



**Le Développement Durable dans un Monde en mutation**

Dr/Hala Helmi Al-Saiid

16

18

**Des années d'autonomisation Ere dorée de la femme égyptienne**

Dr. Maya Morsi



**Gestion stratégique et économie égyptienne**

Dr. Hussein Eissa

22

28

**La lutte contre la corruption devient une cause sociétale**

Dr. Samy Abdel Aziz



**Protection de la concurrence et ses effets sur l'économie : Productivité accrue.. Un meilleur marché. .. Création de nouvelles opportunités d'emploi... Amélioration du bien-être des citoyens**

Dr/ Mahmoud Mumtaz

30

32

**La Gouvernance économique est la voie des réformes de développement en Égypte**

Dr. Nermine Abou El Atta



## L'impact des données et des informations sur les capacités décisionnelles

38

Dossier du Numéro



**Le développement économique en chiffres**

Dr/Ghada Mohamed Mohsen

40

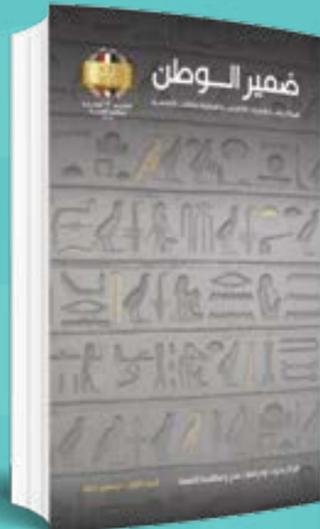
46

**L'Infrastructure informatique de l'État égyptien vise à améliorer la qualité de vie des citoyens**  
Général de brigade ingénieur/ Tamer Hawash





Le numéro documentaire du magazine Conscience de la Patrie a été publié comprenant les Actes de la neuvième session de la conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption à Charm el-Cheikh (ville de la paix) pendant la période du 13 au 17 décembre 2021



Le premier numéro du magazine Conscience de la Patrie a été publié en tant que premier numéro culturel spécialisé dans le domaine de la lutte contre la corruption et des sciences connexes



A paru le troisième numéro du magazine " Conscience de la patrie" contenant un nombre d'articles et de dossiers, à savoir: • La bataille de prise de conscience et la lutte anticorruption en cas d'urgence et en temps de crises, • Lecture dans la stratégie égyptienne visant à faire face tant aux crimes de blanchiment d'argent qu'à la migration illégale



Le deuxième numéro du magazine Conscience de la Patrie a été publié comprenant un ensemble de dossiers importants, à savoir :

- Stratégie, Sécurité Nationale et Gestion de crise
- Cadre réglementaire et juridique de lutte contre la corruption
- Éthique et compétences en leadership
- Gouvernance et utilisation des données et informations



### L'Egypte préside les groupes de travail de la Convention des Nations Unies contre la corruption à Vienne en sa qualité de président de la 9ème session de la Conférence des Etats parties à la Convention



Le ministre Amr Adel, président de l'Autorité de Contrôle Administratif et président de la 9ème session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, a présidé du 12 au 16 juin à Vienne les travaux des réunions des groupes de travail de la Convention chargés de passer en revue la mise en œuvre de ladite Convention et prévenir la corruption .

Au long de cinq jours, les groupes de travail ont discuté la revue du progrès enregistré quant à la mise en œuvre de la Convention; de même que l'avenir de la deuxième étape du mécanisme de revue; le suivi de la mise en œuvre de la déclaration politique en matière de promotion de la loyauté des transactions commerciales; et, les pratiques réussies les plus marquées des autorités compétentes concernant la prévention et la lutte contre la corruption.

Au cours des séances, l'Autorité de Contrôle Administratif a passé en revue les bonnes pratiques et les leçons tirées de l'évaluation périodique de l'efficacité des dispositions et politiques de lutte contre la corruption à travers la revue des efforts nationaux en matière d'élaboration et de suivi de la mise en application de la stratégie nationale de lutte contre la corruption dans toutes ses étapes, aussi bien que

la méthodologie d'établir des indices de performance et la méthode de créer des législations afférentes à la lutte anti-corruption moyennant des études d'évaluation sur l'impact législatif des lois. Ont pris part à la discussion outre l'Égypte, la Corée et la Moldavie.

Au cours des réunions un protocole d'entente a été conclu avec Madame Ghada Waly, directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dans le but de soutenir le développement et la mise en application des stratégies de lutte contre la corruption; de promouvoir l'utilisation des systèmes d'investigation financière avancés; et, de lutter contre le crime organisé, y compris le trafic des humains et le trafic des migrants.

En marge de la Conférence, des entretiens parallèles ont eu lieu avec certains présidents et les responsables des dispositifs de lutte contre la corruption et d'application des lois dans certains États et les autorités internationales. Ont été débattus les aspects de coopération suivant les priorités de la lutte contre la corruption. Les travaux de la séance de clôture ont pris fin avec l'approbation des rapports de tous ses groupes de travail.

coopérer face aux corruptions et corrompus avec des mesures communes internationales et régionales effectives pour éliminer la corruption  
 Il convient de dire que la mise en application de la stratégie ne se limite pas seulement aux cinq objectifs ; or, une méthode claire de suivi en a été élaborée pour garantir des résultats réels palpables à travers l'élaboration de 21 objectifs secondaires, 100 mesures exécutives, 219 indicateurs de performance, le suivi étant selon des systèmes mécaniques garantissant la véracité de ses résultats sans aucune intervention ou harmonisation

**Impacts des changements nationaux, régionaux et internationaux**

Les répercussions des changements tant internationaux que régionaux auxquelles a fait face l'Etat égyptien au cours de cette période et des périodes précédentes ont constitué de vrais défis. D'ailleurs, la poursuite de l'application de la stratégie égyptienne du développement 2030 et les stratégies sectorielles a eu lieu lors du virus Covid puis la guerre russo- ukrainienne ce qui a poussé l'Etat égyptien à mettre en application ses objectifs dans des circonstances exceptionnelles successives, le concept des crises n'est plus un concept provisoire ou limité à certaines périodes mais plutôt un concept pratique et continu, question bien saisie par l'Autorité de contrôle qu'elle enracine auprès des étudiants de l'académie nationale de lutte contre la corruption qu'ils soient les membres de l'Autorité, des autorités responsables de l'application de la loi, des instances judiciaires, les employés des institutions administratives et toutes les catégories de la société que ce soit au secteur privé ou au secteur ONG, les jeunes, la femme, les universitaires à travers leur formation aux exigences de lutte contre la corruption et le rôle de l'Etat égyptien de par l'ensemble de ses éléments aidant à cette réalisation ; et, étant donné que celui qui fait des études à l'académie est censé être conscient de son rôle en tant

que citoyen prenant efficacement part à cette lutte. Il s'agit également d'accroître la sensibilisation aux efforts de l'Etat en ce qui concerne la mise en place de projets nationaux ; et, la complémentarité de ceux-ci dans tous les domaines, tels que la voirie, les transports, l'industrie, l'agriculture, la santé, l'enseignement, etc..., comme il s'agit des efforts déployés pour améliorer la prestation des services aux citoyens .afin d'en assurer le rendement quant à la vie de ces derniers

**Poursuite des efforts internationaux de lutte contre la corruption**

Les efforts internationaux de lutte contre la corruption se poursuivent. En sa qualité de président de la 19ème session de la Conférence des Etats parties à la convention des Nations Unies contre la corruption tenue juin 2023, l'Egypte enapréside les groupes de travail, et l'on a discuté – dans le cadre de l'ordre du jour - duprogès accusé concernant la mise en œuvre de la Convention, la deuxième étape du mécanisme de revue des efforts de lutte contre la corruption dans les Etats membres, ainsi que les mesures participatives. Au cours des séances, l'Autorité de contrôle administratif a passé en revue les bonnes pratiques et les leçonstirées de l'évaluationpériodique de la rigueur et de l'efficacité des dispositions et politiques de lutte contre la corruption à travers la revue des efforts nationaux en matière d'élaboration et de suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption

**Il me reste à confirmer**

Qu'en dépit des défis que connaissent plusieurs pays du monde, dont l'Egypte, en raison des changements régionaux et internationaux et de leur impact sur tous les plans, particulièrement sur le plan économique, soutenir les efforts de l'Etat et le dynamisme de gestion des crises ne fait que garantir la .stabilité qui mène à la construction et à la prospérité



Le Premier ministre rencontre le Président de l'Autorité de Contrôle Administratif et le Président du Conseil Consultatif de l'Union Africaine pour la Lutte contre la Corruption

**La deuxième publication de la vision d'Egypte 2030**

Vu le besoin de cadrer les divers changements sur tous les plans que ce soit national, régional ou international, l'Etat égyptien a essayé depuis 2018, de publier la deuxième version de la vision d'Egypte 2030 pour qu'elle soit inspirante, et que la participation égyptienne serve l'agenda onusien à travers la modernisation et l'harmonisation avec les stratégies sectorielles des diverses instances étatiques moyennant les trois dimensions du développement et la concentration sur la promotion de la qualité de vie du citoyen pour qu'il jouisse d'une vie descendante, une vie qui coïncide avec le développement économique inclusif tout en œuvrant à investir dans l'élément le plus cher qui est .l'élément humain des fils de la nation

**Stratégie nationale pour combattre la corruption**

La vision et les objectifs de la stratégie nationale de lutte contre la corruption avec ses trois versions et les cinq objectifs de la troisième version s'accordent avec la vision d'Egypte 2030 qui englobe l'intérêt de construire et développer un dispositif administratif efficace capable d'offrir des services distincts au citoyen et investisseur, ceci établit une confiance réciproque et un esprit d'allégeance et d'appartenance auprès des citoyens, crée des milieux encourageants pour attirer les investissements tant local qu'étranger, avec l'existence d'une structure législative et judiciaire soutenant la lutte contre la corruption, réalisant la justice diligente apte à réprimer les corrompus et sauvegarder les droits avec une volonté active des éléments exécutifs qui sont capables de lutter contre la corruption et répondre à une société consciente des dangers, capable de

# Et nous passons sur la voie malgré les défis



**Général / Amr Adel**  
 Président de l'Autorité de Contrôle Administratif

L'Etat égyptien passe dans sa voie pour mettre en exécution le plan de développement dans le cadre de la vision d'Egypte 2030 qui a été lancé en tant qu'agenda national traduisant un plan stratégique intégral à long terme, ceci afin de réaliser les principes et objectifs du développement durable onusien dans le but de matérialiser un développement régional équilibré ayant trois dimensions à savoir « la dimension économique », « la dimension sociale », « la dimension environnementale



## Trois éléments de la Lutte contre la Corruption : Volonté politique, Patrimoine culturel et Qualité des données

**Premier Sous-Secrétaire / Dr. Mohamed Salama**  
Rédacteur en chef

La société égyptienne est convaincue que la Lutte contre la Corruption consiste dans le fait que de puissantes Autorités de Contrôle dissuasives - notamment l'Autorité de Contrôle Administratif - enquêtent et détectent les délits de corruption, qu'ils soient commis par des employés de l'Appareil administratif de l'État dans l'exercice de leurs fonctions ou des délits commis par des non-employés, et cela dans le but de protéger l'exercice des fonctions professionnelles ou du service public, après avoir pris des procédures légales émises par les Autorités judiciaires, que ce soit pour recueillir des preuves solides en vue de détecter le délit, mener des procédures judiciaires à ce sujet ou même infliger des sanctions aux auteurs.

Cette idée traditionnelle a prévalu dans la société égyptienne jusqu'à récemment.. Par conséquent, il n'y avait pas de contact direct entre les citoyens et l'Autorité de Contrôle Administratif ou entre l'Autorité et les employés de l'Appareil administratif de l'État, à l'exception de l'application des normes juridiques relatives aux violations et délits de corruption administrative.

### Concept de Prévention et de Lutte contre la Corruption

L'utilisation du terme Prévention de la Corruption a commencé au début du XXe siècle en 1906 avec la promulgation de la Loi sur la Prévention de la Corruption par le Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande à cette époque, c'était la deuxième des trois législations relatives à la Lutte contre la Corruption, collectivement connues sous le nom de Prévention des lois sur la Corruption au cours de la période entre 1889 et 1916. Le terme est également apparu avec la promulgation de nombreuses lois relatives à la Prévention de la Corruption dans divers pays tels que le Bangladesh en 1947 et l'Inde en 1988.

La Convention des Nations Unies contre la Corruption (CNUCC), publiée en 2003, est l'instrument universel juridiquement contraignant de Lutte contre la Corruption et son approche obligatoire en fait un outil exceptionnel pour faire face au phénomène le plus dangereux au monde, à savoir la Corruption. La déclaration énoncée dans la Convention comprenait qu'il s'agit d'un message clair que la communauté internationale est déterminée à prévenir et à juguler la corruption et avertit les corrompus qu'il n'y a aucune tolérance pour la trahison de la confiance du public, tout en soulignant l'importance des valeurs fondamentales telles que l'Honnêteté, le Respect, l'État de droit, la Responsabilité, la Transparence et la Promotion du développement afin de rendre le monde meilleur pour tous.

La Prévention de la Corruption vise à réduire la commission d'actes juridiquement préjudiciables qui constituent des actes de corruption ainsi que des pratiques de corruption, grâce à l'application de stratégies de Lutte contre la Corruption contenant un certain nombre de politiques, mesures et mécanismes qui la piègent et la limitent autant que possible. Bien qu'il ne soit pas possible de prévenir définitivement la Corruption dans aucun des pays et quelle que soit la taille et la méthode de lutte contre la Corruption dans ceux-ci, mais il ne faut pas négliger l'idée et le mot (Prévention de la Corruption) afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles et efficaces.

La Prévention de la Corruption consiste à prendre des mesures appropriées pour s'assurer que les actes de corruption ne mutent pas et ne réapparaissent pas en contournant les mesures prises pour prévenir la Corruption ou en prenant de nouvelles formes inconnues auparavant.

### Prévention de la Corruption grâce à la qualité des données

Est-il possible d'utiliser les informations et les données et leur qualité dans la Prévention de la Corruption?

Oui, bien sûr...Si la Transparence est l'un des piliers de la Lutte contre la Corruption et un élément des principes de Gouvernance, la principale composante de l'activation de la «Transparence» est l'utilisation de données et d'informations de haute qualité. Par contre, la disponibilité d'informations «solides et rigides» qui ne sont ni organisées ni auditées est considérée comme l'un des principaux «défis» à la capacité de planifier et de prendre des décisions éclairées, et dans ce cas, au lieu de considérer les données comme un moyen de résoudre les problèmes commerciaux et une base pour atteindre les objectifs, elles deviennent une source d'obstacles déformants pour l'environnement de travail.

Au contraire, si elles sont organisées, auditées et promues au niveau de qualité requis, elles contribuent à une performance fluide dans la mise en œuvre des mécanismes requis pour atteindre les objectifs.

L'une des caractéristiques les plus importantes des bases de données organisées et précises est également qu'elles jouent un rôle crucial dans le rétablissement de la confiance des citoyens, en particulier de la part des groupes sociaux de soins primaires, qui dépendent de systèmes de soutien social en nature et en espèces, ainsi que de systèmes de logement économique et d'autres services avec des dimensions de protection sociale, où les données constituent la base pour déterminer l'étendue des droits ou l'exclusion des bénéficiaires de divers systèmes sociaux, grâce à des écrans de disponibilité qui ne tolèrent pas la discrimination, par le biais du favoritisme ou de la



Une rencontre avec des jeunes au pavillon du ministère de la Jeunesse et des Sports lors de la participation de l'Autorité de Contrôle Administratif à l'appui du principe d'interaction entre les institutions de l'État pour lutter contre la Corruption

L'exemple le plus frappant du rôle croissant de sensibilisation de l'Autorité de Contrôle Administratif à travers l'Académie Nationale de Lutte contre la Corruption est peut-être la participation active à l'un des événements culturels internationaux les plus importants de la région arabe, à savoir la Foire Internationale du Livre du Caire lors de ses 53e et 54e sessions en 2022 - 2023, où l'Autorité a participé pour la première fois à la diffusion des valeurs culturelles et de sensibilisation et des publications soutenant les principes de Transparence et d'Intégrité et les Valeurs des applications de Gouvernance auprès des visiteurs de l'exposition



Participation du public de la Foire du livre et des entités de jeunesse au séminaire de l'Autorité de Contrôle administratif (les distingués participent)

médiation, car des données honnêtes réelles génèrent de la crédibilité entre le gouvernement et ses citoyens non seulement au sein des groupes sociaux ciblés, mais des catégories de l'ensemble de la société.

Rôle de l'éducation et de la sensibilisation dans la Prévention de la Corruption

La volonté politique est un pilier fondamental sur lequel reposent les mesures de Lutte contre la Corruption dans divers pays. De plus, elle soutient fortement l'efficacité des agences de Lutte contre la Corruption, car les capacités de ces agences sont proportionnelles et augmentent régulièrement dans la même mesure que la volonté politique leur permet de faire face à la Corruption de manière efficace et efficiente, ce qui leur accorde une couverture soutenant leur indépendance sans l'existence de lignes réelles ou juridiques qui limitent ces capacités.

La volonté politique est complétée par la présence d'une véritable volonté institutionnelle d'assumer la responsabilité de la mise en œuvre des stratégies sectorielles, dont la priorité absolue est de lutter contre la Corruption, ainsi que d'une société consciente des risques de Corruption et capable d'y faire face.

Ici, le rôle de l'éducation et de la sensibilisation dans la Prévention et la Lutte contre la Corruption est clair, car la sensibilisation de toutes les parties institutionnelles et sociétales constitue un impact sérieux et direct sur la prise de conscience des risques de corruption et de son rejet, de sorte que la culture de «l'Acceptation de la Corruption», qu'elle soit grande ou petite, se transforme en une culture de «Résistance à la Corruption».

La culture communautaire forme également le dos ferme et conscient de la volonté politique afin de soutenir ses décisions et ses mesures de Lutte contre la Corruption, cependant, atteindre des stades avancés de diffusion de cette culture prend plus de temps que d'autres mesures, mais elle se caractérise par sa stabilité et son impact profond.

### Rôle éducatif et éclairant de l'Académie Nationale de Lutte contre la Corruption

Depuis sa création, l'Académie Nationale de Lutte contre la Corruption a établi un rôle clair dans le domaine de la formation et de la fourniture de compétences dans le domaine de la Lutte contre la Corruption, ainsi que de la sensibilisation de tous les stagiaires de l'Académie de toutes parts et catégories de membres et employés de l'Autorité de Contrôle Administratif, organes de surveillance, Forces de l'ordre, Cadres judiciaires, Employés de l'Appareil administratif de l'État, Conseils nationaux spécialisés, Entreprises selon leurs différentes subordinations, Etudiants des universités publiques et privées, Institutions de travail civil, Cadres d'entités de Jeunesse, Femmes et Personnes ayant des besoins spéciaux.

Elle a également contribué à la mise en œuvre et à la participation à divers événements de sensibilisation en coordination avec des partenaires locaux, régionaux et internationaux, y compris des systèmes de simulation pour la tenue de conférences spécialisées et connexes, telles que la Conférence de la neuvième session des États parties à la Convention des Nations Unies contre la Corruption (COSP 9 dans les gouvernorats du Caire et d'Assouan et la Conférence sur les changements climatiques COP 27) avec la participation de jeunes universitaires, en plus de multiples participations à des Conférences et événements culturels scientifiques aux niveaux local, régional et international afin de mettre en valeur l'expérience égyptienne et les efforts déployés dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de

La volonté politique est un pilier fondamental sur lequel reposent les mesures de Lutte contre la Corruption dans divers pays. De plus, elle soutient fortement l'efficacité des agences de Lutte contre la Corruption, car les capacités de ces agences sont proportionnelles et augmentent régulièrement dans la même mesure que la volonté politique leur permet de faire face à la Corruption de manière efficace et efficiente

Lutte contre la Corruption dans ses trois versions depuis 2014 et dont l'achèvement est prévu en 2030.

### Rôle croissant de la sensibilisation et de la confrontation directe avec la Corruption

L'exemple le plus frappant du rôle croissant de sensibilisation de l'Autorité de Contrôle Administratif à travers l'Académie Nationale de Lutte contre la Corruption est peut-être la participation active à l'un des événements culturels internationaux les plus importants de la région arabe, à savoir la Foire Internationale du Livre du Caire lors de ses 53e et 54e sessions en 2022 - 2023, où l'Autorité a participé pour la première fois à la diffusion des valeurs culturelles et de sensibilisation et des publications soutenant les principes de Transparence et d'Intégrité et les Valeurs des applications de Gouvernance auprès des visiteurs de l'exposition, à savoir les citoyens et les familles égyptiens, où le nombre de participants au pavillon de l'Autorité a atteint 35 mille visiteurs, ainsi que de nombreux étudiants étrangers, représentants d'ambassades, d'organisations et de personnalités publiques régionales et internationales, afin de se renseigner sur les efforts de l'État égyptien dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption. Au cours des deux participations, quatre séminaires culturels ont été mis en œuvre, commençant par un séminaire culturel spécialisé sur le rôle et l'activité de l'Autorité, et lors du quatrième séminaire, l'idée s'est développée d'être géré avec la participation d'un certain nombre de jeunes experts dans leurs domaines, dont un entrepreneur, et une scientifique dans le domaine des données et de l'information et l'une de nos athlètes champions olympiques sous le titre «Les Distingués participent» et en la large présence du public de l'exposition et des entités de jeunes intéressées par les affaires publiques et interagissant avec les préoccupations nationales, ce qui montre l'étendue de la conviction profonde de l'Autorité dans le rôle culturel influent dans la Lutte contre la Corruption.

### Evocation du Patrimoine culturel et de l'Inventaire culturel

Ce qui soutient le plus la culture de Lutte contre la Corruption dans la société égyptienne, c'est le patrimoine culturel de la civilisation de la vallée enraciné dans l'entité égyptienne, basé sur le rejet de la discrimination et de la différence, en tant que berceau et complexe des religions célestes et propriétaire du leadership culturel dans la région et l'inventaire culturel profondément enraciné à partir des papyrus de l'Éloquent Paysan «Khun Anbo» depuis l'ère de la quatrième dynastie de l'Égypte ancienne en affrontant les abus de pouvoir et la corruption jusqu'à présent, cela facilite la possibilité d'évoquer des croyances et des valeurs, de les recommander et de les soutenir face aux manifestations de corruption, que nous espérons et qui se réalise actuellement sur le terrain avec votre soutien et votre volonté.



# Le Développement Durable dans un Monde en mutation

**Dr/Hala Helmi Al-Saïd**  
Ministre de la Planification et du Développement économique

**Au cours des dernières années, le monde a connu une accélération des conditions et des changements économiques, sociaux et géopolitiques, peut-être inédits depuis des décennies, qui ont commencé au début de 2020 avec la propagation de la pandémie de covid-19 menaçant l'humanité et amenant le monde dans un état de verrouillage complet, ce qui a entraîné la perturbation des chaînes d'approvisionnement, la contraction du commerce mondial et le ralentissement des taux de croissance économique, exposant des millions de personnes dans le monde aux risques de chômage et de pauvreté.**

Dès que la gravité de cette pandémie a commencé à s'atténuer et que l'économie mondiale a commencé à se redresser, comme en témoignent de nombreux indicateurs positifs, notamment l'escalade des taux de croissance économique et du commerce mondial, une autre crise de nature géopolitique est réapparue avec le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne, dont les répercussions ont touché tous les pays du monde sans exception et ont amené l'économie mondiale dans une période de stagflation en raison de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, et au cours de cette crise, les effets négatifs de la récession économique et de la complexité des problèmes d'endettement, en particulier sur les marchés émergents, étaient étroitement liés à des taux d'inflation sans précédent, et tout cela était entouré d'incertitude et d'ambiguïté.

Ces crises se sont combinées pour affecter négativement les efforts des gouvernements et leur marche vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable et ont conduit à un creusement du déficit de financement du développement dans les pays en développement et même dans les pays développés, qui jouissent depuis longtemps d'un espace financier, de sorte que le problème du financement du développement n'est plus seulement lié au problème de la répartition des ressources disponibles vers des projets qui accélèrent la mise en œuvre des objectifs de l'ONU, mais il y a aussi une pénurie du montant des financements disponibles dans le monde entier, en particulier avec les charges supplémentaires imposées par les crises successives et leurs exigences en matière d'augmentation des dépenses de santé, d'éducation et d'infrastructures technologiques, avec une hausse notable des taux d'inflation, outre les questions environnementales, la nécessité pour les pays de construire de vastes plans de relance financière, qui constituent l'un des piliers les plus importants des efforts déployés par les pays pour faire face aux répercussions de ces crises successives et parvenir à la reprise.

Ces défis sont survenus à un moment où l'État égyptien a déjà parcouru un long chemin depuis les réformes et les efforts sérieux qu'il a entamés il y a huit ans dans le but de parvenir à un développement global et durable grâce au lancement de «La Vision de l'Égypte 2030» en février 2016, qui représente les mises à jour pour suivre la réalité et les développements : La

version nationale des objectifs de l'ONU pour parvenir au Développement Durable ainsi que la mise en œuvre de la première phase du programme national de réforme économique et sociale depuis novembre 2016, qui comprenait l'adoption de nombreuses réformes institutionnelles et législatives et des mesures d'incitation afin de créer un environnement des affaires et l'expansion des projets d'infrastructure inévitables à ce stade, et qui ont suivi la période de troubles politiques et économiques de 2011 et ont imposé que l'État joue le rôle principal pour stimuler l'économie et restaurer la confiance dans l'économie nationale, encourager les investissements locaux et étrangers et réaliser des percées affectant positivement la vie des citoyens en injectant d'énormes investissements dans un temps rapide avec des taux de réussite élevés et en pénétrant dans des secteurs dans lesquels le secteur privé n'est peut-être pas prêt à investir au cours de cette étape importante de l'histoire du pays.

L'État s'est également efforcé de poursuivre ces réformes en commençant la mise en œuvre du programme national de réformes structurelles en avril 2021, visant à transformer le cours de l'économie égyptienne pour devenir une économie productive basée sur la connaissance avec des capacités compétitives dans l'économie mondiale afin d'encourager une croissance inclusive, créer des emplois productifs décents, diversifier et développer les modèles de production, réinstaller l'industrie locale, accroître la compétitivité des exportations égyptiennes, améliorer l'environnement des affaires et renforcer le rôle du secteur privé en facilitant et en développant le commerce, en créant un environnement favorable à la concurrence, en organisant des partenariats de développement avec le secteur privé, tout en fournissant des mécanismes qui renforcent cela, notamment le Fonds Souverain d'Investissement de l'Égypte pour le Développement. Ce dernier est le partenaire d'investissement optimal pour le secteur privé, d'autant

**Il y a une pénurie du montant des financements disponibles dans le monde entier, en particulier avec les charges supplémentaires imposées par les crises successives et leurs exigences en matière d'augmentation des dépenses de santé, d'éducation et d'infrastructures technologiques, avec une hausse notable des taux d'inflation**

plus qu'il fonctionne selon une loi spéciale lui accordant la flexibilité de mettre en œuvre des investissements dans de multiples secteurs et en sortant de manière optimale pour maximiser leur valeur. En octobre 2022, l'État a adopté le document « Politique de propriété de l'État », qui explique aux investisseurs le rôle de l'État dans divers secteurs en tant que régulateur de l'activité économique conformément aux mécanismes du marché et comment faire sortir l'État des activités dans lesquelles le secteur privé assumera le rôle le plus important, comme diverses industries et infrastructures dans son concept large, y compris la santé et l'éducation, en plus des infrastructures et communications traditionnelles. En effet, ce document contribue à créer un environnement fertile et stimulant pour l'investissement et le développement et vise à accroître les investissements locaux et étrangers ainsi que l'efficacité et l'efficacité des investissements publics.

De plus, le pays poursuit son orientation sérieuse vers la transformation de l'économie verte et la préservation de l'utilisation durable des Ressources Naturelles, en accueillant - au nom de l'Afrique - une Version historique et unique lors de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) à Charm el-Cheikh en novembre 2022, étant donné que l'État adopte des normes de durabilité environnementale visant à ce que les projets verts représentent 40% du plan d'investissement de l'État pour l'exercice 2022/2023/ et 50% du plan pour l'année 2024/2025/. De plus, une coordination et une coopération avec le secteur privé sont en cours pour adopter ces normes, comme en témoigne le lancement de nombreux projets dans divers secteurs, en particulier les infrastructures, les transports intelligents et les nouveaux projets de production d'énergie et d'énergies renouvelables, y compris le projet Bunyan, le plus grand et le plus important projet d'énergie solaire au monde ces dernières années.

L'État égyptien cherche également à maximiser les avantages de la richesse humaine dont il jouit en cherchant à intensifier les investissements dans les personnes, et ce en élargissant les programmes de formation et de renforcement des capacités pour les jeunes et les femmes et en se tenant au courant des développements observés par l'économie mondiale, notamment dans le domaine des emplois d'avenir, pour utiliser au maximum les jeunes ressources humaines et diriger le potentiel inhérent aux jeunes afin de répondre aux exigences de l'époque et renforcer les efforts visant à parvenir à un développement global, tout en prenant des mesures sérieuses pour accroître l'efficacité et la flexibilité du marché du travail, réhabiliter le système d'enseignement technique et de formation professionnelle, encourager l'entrepreneuriat et la création de petites et moyennes entreprises dans le but d'offrir plus de possibilités d'emploi, combler le fossé entre l'offre et la demande d'emplois et poursuivre les programmes de développement du capital humain en augmentant les investissements dans les programmes d'éducation, de santé et de protection sociale.

En fait, les réformes sérieuses réalisées par l'État égyptien ont renforcé la capacité de l'économie à relever les défis et ont permis à l'économie égyptienne l'espace financier nécessaire pour élargir les réseaux de protection sociale, offrir des opportunités de développement complètes à tous, poursuivre la mise en œuvre de projets nationaux et d'initiatives de développement et mobiliser les ressources et les énormes financements requis par ces initiatives, notamment l'initiative « Vie Décente » lancée par le Président de la République en janvier 2019 en tant qu'initiative globale visant à faire un saut qualitatif dans la vie de millions d'Égyptiens. Cette initiative, qui est la plus importante de l'histoire de l'Égypte et du monde en termes de valeur de son financement et de nombre de bénéficiaires, couvre tous les Objectifs de Développement Durable, car elle vise à améliorer les conditions de vie des habitants du village en améliorant la qualité des Services de Développement Humain (Éducation / Santé / Services Sportifs et Jeunesse / Services Culturels ...etc.), assurer la protection et le bien-être social, améliorer le niveau des infrastructures et des Services urbains (Services d'eau potable et d'assainissement, routes pavées et logements adéquats), faire progresser le développement et accroître les possibilités d'emplois productifs et décents en stimulant les investissements, en accordant des financements concessionnels pour de petits projets et en développant les services de formation professionnelle, ce qui renforce les efforts de l'État pour fixer des Objectifs de Développement Durable et parvenir à un développement régional équilibré, qui est l'un des principaux piliers de la Vision de l'Égypte 2030. Par conséquent, l'initiative a reçu les éloges des organisations internationales, de sorte qu'elle a été enregistrée sur la plate-forme des accélérateurs pour atteindre les Objectifs des Nations Unies en juillet 2020 et sur la plate-forme des meilleures pratiques internationales en juillet 2021 du Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA) pour plusieurs considérations, notamment l'étendue de la couverture géographique de l'initiative, l'inclusion de l'initiative pour tous les Objectifs de Développement Durable et parce qu'elle vise à obtenir des résultats spécifiques vérifiables et mesurables et à fournir des mécanismes de contrôle et de suivi dans le but d'assurer la Transparence et la Responsabilité sur la base du principe de la participation communautaire et de la pleine coordination entre toutes les agences concernées, que ce soit au niveau de la planification, du financement et de la mise en œuvre ou du suivi.



**En effet, les résultats positifs et les indicateurs obtenus malgré les graves crises et défis auxquels l'Égypte et le monde sont confrontés, sont associés à un effort déterminé de l'État égyptien à travers des approches globales et des mesures immédiates, à moyen et à long terme pour transformer ces défis en opportunités contribuant à une reprise rapide de l'économie et renforçant sa résilience face aux défis futurs, car l'État égyptien est pleinement conscient que nous avons encore d'autres défis à relever selon une volonté et une responsabilité collectives, notamment la croissance démographique croissante**

En lien avec le succès obtenu par l'initiative « Vie Décente » et d'autres initiatives de développement mises en œuvre par l'État, l'économie égyptienne a déjà atteint, malgré de sérieux défis, un certain nombre d'indicateurs positifs, notamment atteindre un taux de croissance supérieur à 5% pour certaines années et atteindre 6,6% au cours de l'exercice 2021/2022/, soit le taux de croissance le plus élevé depuis 2008, avant de baisser légèrement au premier semestre de cette année 2022/2023/ pour atteindre 4,2% en raison des changements et des crises géopolitiques dont le monde a été témoin, les taux de chômage ont également diminué à environ 7,1% au premier trimestre de l'année 2023. En général, grâce aux efforts de développement de l'État égyptien, le pays a maintenu sa performance positive dans l'indice de réalisation des Objectifs de Développement Durable et a obtenu un score de 68,7% sur 100 dans l'indice général en 2022 contre un score de 68,6% en 2021 et s'est classée 87e sur 163 pays inclus dans l'indice en 2022, malgré la baisse de la moyenne régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de 67,1 en 2021 à 66,7 en 2022. De plus, le classement de l'Égypte a connu une augmentation selon le Rapport sur le développement humain dans le monde, où l'Égypte a bondi de 19 places (de la 116e place du rapport de l'année dernière à la 97e place pour 2021/2022/), ainsi l'Égypte a maintenu son classement parmi le groupe des pays à développement humain élevé. Cela est dû au classement élevé de l'Égypte dans les sous-indicateurs liés à un niveau de vie décent, à la croissance économique, au travail sérieux et à une éducation de qualité. En effet, les résultats positifs et les indicateurs obtenus malgré les graves crises et défis auxquels l'Égypte et le monde sont confrontés, sont associés à un effort déterminé de l'État égyptien à travers des approches globales et des mesures immédiates, à moyen et à long terme pour transformer ces défis en opportunités contribuant à une reprise rapide de l'économie et renforçant sa résilience face aux défis futurs, car l'État égyptien est pleinement conscient que nous avons encore d'autres défis à relever selon une volonté et une responsabilité collectives, notamment la croissance démographique croissante, qui augmente le déséquilibre entre la population et les ressources disponibles et se reflète négativement sur les rendements de développement par habitant. Nous considérons toujours ce défi comme un choix des peuples entre un avenir où les taux de dépendance augmentent, puis l'écart entre les ressources et les besoins de la population augmente, et par conséquent le rendement par habitant du développement diminue, et un autre avenir qui prend en compte cet équilibre souhaité, dans lequel chaque enfant a une opportunité appropriée pour obtenir ses droits de manière optimale, que ce soit dans le service de santé, une bonne éducation ou un logement décent.

En conclusion, il reste à souligner que l'État égyptien est engagé, dans ses efforts pour relever les défis et parvenir à un développement global et durable qu'il considère comme une responsabilité collective que chacun partage dans ses efforts pour atteindre et bénéficier de ses revenus, à maintenir une croissance équilibrée, à réformer la structure de l'économie et à protéger les groupes les plus vulnérables, ainsi qu'à adhérer aux principes fondamentaux qu'il a établis dans la planification du développement sur la base d'une approche participative assurant un dialogue continu et une action conjointe entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile, tout en soulignant l'engagement de l'État en faveur du droit au développement, qui est au cœur de l'orientation de développement plus large et plus globale de l'État égyptien pour garantir les Droits de l'Homme.



## Des années d'autonomisation Ere dorée de la femme égyptienne

**Dr. Maya Morsi**  
Présidente du Conseil national des Femmes

**Le devoir national et la responsabilité devant l'Histoire nous portent à presser le pas vers l'autonomisation de la femme » - Ce sont des paroles historiques proférées par le président Abdel Fattah El Sissi en 2017, paroles servant d'engagement au progrès - sans précédent sur les plans local, régional et international – que connaîtrait le dossier de l'autonomisation de la femme. D'ailleurs, la Constitution de 2014 prévoit la citoyenneté, l'égalité et l'incrimination tant de la violence que de la discrimination.**

**Cette Constitution a été traduite par une stratégie nationale d'autonomisation de la femme égyptienne. 2030. pour sa part, l'ONU a déclaré que l'Egypte est, mondialement, la première à lancer sa stratégie nationale dans le cadre des ODD.**

De même, « l'observatoire de la femme égyptienne » a été simultanément mis en place pour assurer le suivi de la mise en œuvre de ladite stratégie moyennant l'application méticuleuse et continue des mécanismes d'observation et d'évaluation.

L'Egypte a également lancé sa stratégie nationale des droits de l'Homme 2021 qui comprenait un axe sur la femme conforme aux objectifs de la stratégie nationale d'autonomisation de la femme égyptienne.

D'ailleurs les chiffres et indicateurs sont souvent la preuve de la réussite dans le dossier d'autonomisation de la femme égyptienne, question révélée par les indices de la stratégie nationale d'autonomisation de la femme 2030 dans son examen semestriel effectué par l'observatoire de la femme égyptienne où de nombreuses indices ont réalisé un progrès concret.

Je commence par la mutation sans précédent qu'a connue l'axe d'autonomisation politique et de commandement au cours des dernières années. Le taux de représentation de la femme au Parlement égyptien a

augmenté pour atteindre 28%, amenant l'Egypte au-delà du taux moyen mondial de représentation de la femme au Parlement qui s'élève à 25.6% ; ainsi l'Egypte a-t-elle occupé le deuxième rang au Moyen Orient et en Afrique du nord 2021 ; Le taux de représentation de la femme aux prochains conseils locaux s'élève à 25%. Le président a multiplié les nominations au Sénat pour toucher 14%.

Le plus haut taux des femmes au conseil des ministres a touché 25%, les vice-ministres et les ministres 27%, les vice-gouverneurs 31% et 26% pour le corps diplomatique au ministère des affaires étrangères. 44% de la formation du conseil national des droits de l'Homme.

Le rêve s'est réalisé avec l'étape historique passée dans le domaine de la justice après 72 ans d'attente. On a eu recours à la femme au Conseil d'Etat et au Parquet général pour la première fois de l'Histoire égyptienne.

Les années passées ont témoigné la concrétisation continue des rêves de la femme égyptienne. A été brisé le fameux plafond de verre entravant l'accession de la femme aux postes de responsabilité pour

la première fois. On a nommé une femme conseillère de la sécurité nationale du président de la république, la première à ce poste important. Pour la première fois dans l'Histoire de l'Egypte, deux femmes ont accédé aux postes de gouverneurs aux gouvernorats Al Beheira et Damiette, comme on a nommé une vice-présidente du Sénat .. une vice-gouverneure de la Banque centrale, des juges aux cours d'assises, une adjointe du ministre de la justice pour les affaires de la femme et de l'enfant, une présidente du tribunal économique, la première juge à la tête d'une chambre civile des hautes cours d'appel. Une présidente du conseil national des droits de l'Homme.

Etant la plus importante des priorités de l'Etat, l'autonomisation économique de la femme a connu de nombreux indicateurs positifs. L'indice de la femme dans les conseils d'administration a attesté un taux de croissance positif de 28.5% par rapport à 13% en l'an 2020. Le taux des femmes bénéficiaires des petits, moyens et microprojets du développement s'est élevé à 46%.

En fait, les efforts d'inclusion financière ont conduit à l'augmentation des contributrices via le secteur privé de 5.9 millions femmes à 16 millions femmes avec un taux de croissance de 171% au cours des cinq dernières années. Le nombre des femmes ayant des comptes bancaires s'élève à 16 millions femmes qui ont reçu plus de 45 millions services financiers (que ce soit un service bancaire, desportefeuilles électroniques, prépayés ou autres), le nombre des femmes portant des cartes bancaires atteint 15 millions femmes, 5.7 millions femmes possèdent un portefeuille numérique jusqu'au mois de mars 2022, le taux des femmes ayant des comptes de transactions bancaires a atteint 7.45% en 2021.

« Tahwisha » a été lancée en tant que première application numérique d'épargne en Egypte, elle concerne un groupe de femmes et est liée aux systèmes bancaires afin de faciliter l'accès aux femmes dans divers villages. Et pour la première fois les animatrices du conseil national de la femme deviennent des agents bancaires aux villages.

Certes, l'Egypte a lancé des instruments internationaux comme stimulants pour réduire l'écart entre les deux genres afin de promouvoir le partenariat entre le secteur public et le secteur privé dans le but d'autonomiser la femme économiquement et ce, en partenariat avec le Forum économique mondial. L'Egypte est le premier pays au Moyen Orient et en Afrique du nord qui lance ce stimulant.

Quant au deuxième instrument, il s'agit du prix du sceau d'égalité de Genres alloué par les institutions privées et publiques du programme des Nations Unies pour le développement qui vise la reconnaissance de la performance distinguée de ces organisations et la réalisation des résultats concrets en ce qui concerne l'égalité entre les genres en tant que deuxième pays au monde. Le troisième instrument est le sceau égyptien d'égalité entre les genres basé sur le prototype d'égalité entre les deux genres en partenariat avec la Banque mondiale ; le quatrième instrument est « principes d'autonomisation de la femme » en coopération avec l'ONU femmes.

L'axe d'autonomisation sociale de la femme a connu des indicateurs positifs, les renseignements ayant révélé la disparition du fossé entre les deux sexes en ce qui concerne le taux de scolarisation pour les deux années académiques 2010- 2011 et 2019- 2020.

Les profils de financement consacré à l'agenda de la femme par le budget général de l'Etat mettent l'accent sur l'attention accordée par l'Egypte à l'autonomisation de la femme égyptienne ainsi qu'à sa protection. Or, les allocations des programmes de santé de la femme ont augmenté, l'on a consacré des allocations au service du soin foetal. 35.3 millions de femmes sont bénéficiaires de la subvention du pain en Egypte, 31.4 millions autres sont bénéficiaires de la carte d'approvisionnement, 75% sont bénéficiaires du programme « Solidarité et dignité » « Takafolwakarama ». En fait, 75% du dernier salaire des travailleuses au secteur privé leur ont été alloués pour trois mois après l'accouchement par les fonds des assurances sociales.

La nouvelle République a attesté le lancement des plus grands programmes de développement en Egypte cadrant la femme et la planification basée sur ses besoins. L'initiative « vie décente » a été lancée en 2021, 800 milliards de livres égyptiennes ont été consacrées à 58 millions de bénéficiaires homme-femme dont 50% pour la femme. L'initiative vise l'amélioration des conditions de vie des catégories sociales vulnérables dans le pays. Vient par la suite le projet national de développement de la famille égyptienne dont les allocations de la femme touchent 2.9 milliards de livres égyptiennes ; la mise en œuvre du projet est en cours dans les villages de « vie décente ».

L'initiative présidentielle pour la santé 100 millions santé - santé de la femme égyptienne a été lancée et a couvert 23 millions de femmes pour la détection du cancer du sein chez elles et des maladies transmissibles.

**L'axe d'autonomisation économique de la femme a connu de nombreux indicateurs positifs. L'indice de la femme dans les conseils d'administration a attesté un taux de croissance positif de 28.5% par rapport à 13% en l'an 2020. Le taux des femmes bénéficiaires des petits, moyens et microprojets de développement s'est élevé à 46%.**



**En mars 2022, Madame Intissar Al Sissy avait annoncé avoir adopté et pris soin du cadre national d'investissement dans les filles. L'initiative dawwieya Noura pour promouvoir la conscience, la formation, l'autonomisation et la protection ... L'initiative a atteint plus de 60 millions vues à travers les plateformes électroniques et 95 milles y ont été bénéficiaires dans les gouvernorats. En mars dernier le présent cadre national a été lancé à partir des Nations unies accompagné de grands éloges onusiens.**

Cela a permis de réduire à 50% le taux des femmes atteintes des troisième et quatrième stades du cancer de sein.

Croyant que l'investissement dans les filles est le meilleur investissement pour construire le présent et l'avenir de la nation, madame Intissar Al Sissy avait annoncé en mars 2022 avoir adopté et pris soin du cadre national d'investissement dans les filles (initiative dawwieya Noura) pour promouvoir la conscience, la formation, l'autonomisation et la protection. L'initiative a pu avoir plus de 60 millions vues via les médias électroniques et a cadré 95 000 bénéficiaires homme- femme dans les gouvernorats. En mars dernier, ce cadre national a été lancé au sein des Nations Unies accompagné de grands éloges onusiens.

Etant donné que les efforts d'autonomisation seraient inutiles sans assurer la protection totale contre toute forme de violence, l'axe de protection contre la violence a connu de nombreux réalisations et indicateurs positifs. La stratégie nationale pour l'élimination de la violence à l'encontre de la femme a été adoptée. Elle a été approuvée par le conseil des ministres avec la participation de plusieurs ministères ; le rapport de suivi a été lancé en 2021, et plusieurs stratégies nationales qui font la stratégie nationale ont été adoptées pour éliminer la mutilation génitale féminine (la circoncision, la lutte contre le mariage précoce, la lutte contre la traite aussi bien que la migration clandestine).

L'Egypte a lancé le « coût économique de la violence à l'encontre de la femme », elle est le premier pays arabe à y procéder.

Des unités spéciales ont été créées pour combattre la violence contre la femme au conseil national de la femme, au ministère de la justice, aux directions du ministère de l'Intérieur, aux Départements des droits de l'Homme, cela comprend également des unités pour l'élimination de la violence aux directions de la sécurité dans les gouvernorats, au bureau des droits de l'Homme dans tout commissariat de police ; une hot line a été mise en activation en connexion avec le Département de la violence contre la femme au ministère de l'Intérieur, une unité assemblée a été créée pour la protection de la femme contre la violence outre 8 centres d'hébergement des femmes victimes de la violence, 3 cliniques spécialisées en violence au sein du service de médecine légale, au Caire, à Alexandrie, à Mansoura, 31 unités de lutte contre le harcèlement aux universités de l'Etat et privées. Des cités sécuritaires et des marchés consacrés aux femmes ont été mis en place. 8 unités de réponse médicale dans les hôpitaux universitaires ont été créées, 27 bureaux numériques pour le notaire de la famille au Parquet général ont été mis en opération.

A été créé le premier comité de coordination nationale pour combattre la mutilation génitale (la circoncision féminine) et qui groupe toutes les autorités gouvernementales, et celles concernées de la mise en exécution de la loi, Al Azhar, les trois églises égyptiennes, les partenaires de développement et la société civile (il vise l'unification des visions, la

conjugaison des efforts pour combattre la circoncision.. Pour les tranches d'âge entre 0 et 19 ans, le taux de mutilation génitale féminine a connu une baisse de 21% en 2014 et a atteint 14% en 2022.. Le taux de la circoncision attendue a baissé de 56% en 2014 à 27% en 2021.

A été créé le comité national de coordination pour combattre la migration clandestine et la traite des humains.. Des chambres d'assises spécialisées ont été également formées dans les cours d'appel au niveau de la République pour statuer sur les crimes de traite des humains.. Comme l'on a approuvé la loi portant sur la lutte contre la migration clandestine, le trafic des émigrés et la première maison d'hébergement des victimes de traite... Des lignes ont été consacrées à la communication desdits crimes.. Une campagne présidentielle pour conscientiser contre les dangers de la migration clandestine « navires de sauvetage » a été lancée et des contrats pour les servantes à domicile ont été passés.

D'ailleurs l'Egypte a lancé un faisceau de services de base pour les femmes et filles victimes de la violence.. L'Egypte fait partie des premiers 10 pays candidats pour l'expérience du faisceau de services de base offerts par le fonds des Nations Unies pour la population et l'ONU femmes, le premier formulaire de communication des cas de violence contre la femme a été élaboré.

Au long de huit années les lois et législations ont soutenu la femme égyptienne. La loi successorale a été, donc, amendée établissant des clauses qui imposent une peine à celui qui déshérite tout ayant droit, ce qui ne manquera pas d'avoir son grand effet sur la femme. En plus, la loi sur la fonction publique a été promulguée prévoyant un congé de maternité de 4 mois au lieu de 3, outre une loi qui punit ceux qui éludent le paiement de la pension alimentaire.

Pour davantage d'autonomisation économique pour la femme, des décisions ministérielles ont été prises dont les décisions du ministre de la main d'œuvre portant abrogation des décisions précédentes considérées comme discriminatoires contre la femme. Or, les dites décisions ministérielles ont également levé l'interdiction de l'emploi des femmes dans les différents domaines : industries, professions et travaux ; prévenant le droit de la femme au travail de nuit sur sa demande, dans le cadre tant de l'égalité des chances entre les deux sexes que de la non-discrimination au travail ; et, garanti le droit de la femme aux soins médicaux et sociaux. Par ailleurs, toutes les mesures et les services liés au travail ont été assurés, tels que le déplacement sûr, la sécurité professionnelle et les droits de la femme active.

Par ailleurs, l'autorité de régulation financière a pris des décisions prévoyant la nécessité d'assurer la représentation de la femme au sein des conseils d'administration des fédérations des compagnies et entités travaillant dans le domaine de l'assurance et des activités de financement non bancaire. Ces décisions prévoient, en fait, que cette représentation ne doit pas être inférieure à 25% ou deux femmes, comme elles prévoient des incitations pour les entreprises dont 25% ou plus des bénéficiaires des services sont des femmes.

En outre, la banque centrale a pris des décisions portant remaniement des règles de gouvernance qui régissent la constitution des conseils d'administration des banques, décisions prévoyant la présence de deux femmes au moins au sein des conseils d'administration des banques ; la promotion de l'égalité des deux sexes dans tous les services bancaires, y compris les services ayant trait aux prêts et crédits ; et, la nécessité d'assurer un mécanisme de plainte non discriminatoire à cet effet.

Pour réaliser également plus d'autonomisation sociale pour la femme, de nombreuses législations et décisions ont été publiées. Il s'agit entre autres de la loi sur la sécurité sociale et les pensions de retraite ; l'amendement de la loi pour y incorporer la protection des prisonnières et de leurs enfants ; la promulgation des lois sur les droits des personnes handicapées et le conseil national pour les personnes handicapées ; et, la mise en place du Fonds de soutien aux personnes handicapées.

Une circulaire du ministre de l'éducation et de l'enseignement a été publiée comprenant, en cas de rupture entre les époux, le droit de la mère à la tutelle concernant l'enseignement sans décision judiciaire ; de même qu'une circulaire de la banque centrale régissant les affaires ayant trait à la tutelle financière, circulaire qui facilite la procédure financière que doit suivre le tuteur (les femmes dans la plupart des cas) conformément à l'original de la décision portant sur la tutelle.

D'autre part, le procureur général a adopté une décision où il annule certains registres en les remplaçant par d'autres électroniques pour faciliter et raccourcir la procédure du cycle documentaire des parquets de la famille dans tout le pays pour hâter le règlement des litiges concernant la possession du foyer conjugal et la garde, et faciliter l'accès de la femme ayant la garde à tous ses droits sans peine.

De nombreuses législations ont été adoptées pour mieux assurer la protection de la femme contre la violence. Il s'agit, par exemple, de l'amendement des articles portant sur le viol, l'attentat à la pudeur et la chicanerie. Ces amendements interviennent pour élargir le domaine d'incrimination des crimes de violence commis à l'encontre de la femme et des crimes de harcèlement sexuel ; définir ce dernier pour la première fois en vertu de la loi ; et incriminer l'enlèvement, les actes indécents



**Une ligne directe liée à la violence contre la femme a été activée au sein du ministère de l'intérieur ; de même qu'une unité combinée pour protéger la femme contre la violence ; 8 centres d'accueil pour les survivantes de violences ; 3 cliniques spécialisées en matière de violence au sein du service de médecine légale (au Caire, à Alexandrie et à Mansourah) ; et, 31 unités de lutte contre le harcèlement dans les universités de l'Etat.**

publics ou non, ainsi que la discrimination.

En plus, ont été adoptées une loi portant incrimination de toute forme de trafic de chair humaine ; une loi portant incrimination du trafic de migrants, de toute tentative et de toute médiation en la matière, tout en aggravant la peine lorsque parmi les migrants faisant l'objet du trafic figurent des femmes ; une loi pour lutter contre les crimes liés aux technologies de l'information, qui est la première en Egypte à lutter contre la cybercriminalité, de manière à faire face à tous les crimes de harcèlement, de suivi et de violation de la vie privée des personnes ; la loi sur la protection des données personnelles ; une loi portant amendement de certaines dispositions du code de procédure pénale en prévoyant la non divulgation des données de la victime dans les crimes de harcèlement, de violence et d'attentat à la pudeur ; une loi portant incrimination et qualification du harcèlement pour la première fois ; ainsi qu'une loi aggravant la peine et élargissant la portée d'incrimination quant aux crimes de mutilation génitale et de harcèlement. En 2022, le conseil des ministres a approuvé un projet de loi incriminant le mariage d'enfants.

Tout dernièrement, la Chambre des Représentants a approuvé définitivement un projet de loi soumis par le gouvernement et portant amendement de certaines dispositions de la loi No. 26 pour l'année 1975 concernant la nationalité égyptienne. Il s'agit de l'amendement de l'article 4, paragraphes 1 et 3, aussi bien que de l'article 6 de manière à assurer l'égalité de l'homme et de la femme en ce qui concerne la naturalisation et l'acquisition de la nationalité égyptienne.

D'autres décisions assez importantes ont été prises, telles que celles du président du conseil des ministres portant création tant du haut comité permanent des droits de l'homme que de l'unité combinée pour protéger la femme contre la violence ; celle du Grand Imam d'Al Azhar interdisant le transfert des femmes actives de leur lieu de travail à un autre sans leur consentement à moins que les justifications du transfert soient fournies ; et, la charte déontologique émise par l'autorité de régulation financière visant à empêcher le harcèlement sexuel, la violence et les brimades dans le milieu du travail des sociétés inscrites à la bourse égyptienne, dont l'activité est financière non bancaire.



**ne ligne directe liée à la violence contre la femme a été activée au sein du ministère de l'intérieur ; de même qu'une unité combinée pour protéger la femme contre la violence ; 8 centres d'accueil pour les survivantes de violences ; 3 cliniques spécialisées en matière de violence au sein du service de médecine légale (au Caire, à Alexandrie et à Mansourah) ; et, 31 unités de lutte contre le harcèlement dans les universités de l'Etat.**

Il s'agit également de la décision du ministre des transports d'établir un code national de conduite destiné aux usagers, opérateurs et travailleurs des services et moyens de transport pour assurer parfaitement la sûreté et la sécurité des citoyens et citoyennes dans les moyens de transport publics. Ce code doit renfermer des articles qui préchent la lutte contre toute forme de harcèlement, de violence et de brimade dans les services et moyens de transport.

Comme la sensibilisation constitue un axe qui se croise avec celui de la stratégie, elle a accusé des indices positifs. Le conseil national de la femme a, par exemple, réussi à réaliser un taux d'accès de 104 millions à travers des campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux, outre la campagne « Le E muet (autrement dit le E féminin) est le secret de ta force » qui a atteint 135 millions de vues, et la campagne « parce que je suis un homme » visant à intégrer les hommes et les garçons à la cause de l'autonomisation de la femme qui a accusé plus de 17 millions de vues sur les réseaux sociaux. Il est à noter qu'au cours de sept années, le conseil a réussi à réaliser 48 millions de communications de sensibilisation en frappant aux portes de 5 millions de ménages. En 2022, le nombre des femmes et filles bénéficiaires de ses services s'est élevé à plus de 12 millions en province.

Pour la première fois en Egypte, la loi récemment adoptée prévoit des campagnes médiatiques de sensibilisation pour lutter contre la cybercriminalité en collaboration avec les plateformes de Facebook, Instagram et YouTube, aussi bien que des campagnes de sensibilisation aux droits des personnes handicapées, ainsi que d'autres soit dans le réel ou sur les réseaux sociaux. De même, l'on a vu lancer le code déontologique des médias qui constitue une politique médiatique qui œuvre à établir l'équilibre et mettre en exergue l'image positive et les réalisations de la femme.

Au moment où de nombreux pays du monde ont souffert des ravages de la pandémie de Covid, l'Egypte a traité ce dossier d'une manière très professionnelle. Elle est la première sur le plan mondial à adopter une politique de réaction rapide vis-à-vis de la condition de la femme sous le Covid, et la première également à adopter un mécanisme de suivi des mesures prises par l'Etat en réponse aux besoins de la femme.

Etant donné qu'il est l'instance chargée, en vertu de la loi No 30 pour l'année 2018, de proposer les politiques générales de l'Etat concernant le développement de la femme, le conseil national de la femme a préparé un document de politique sur la réaction rapide de l'Egypte vis-à-vis de la condition de la femme sous le Covid, document incluant l'analyse de la situation actuelle. Il a proposé des mesures que tous les ministères de l'Exécutif et les institutions concernées de l'Etat sont censés prendre immédiatement ou à moyen terme dans le cadre de ladite réaction concernant les axes suivants :- l'impact sur la composante humaine ; la santé, l'enseignement et la protection sociale ; l'efficacité de la femme et la prise de décision ; la violence contre la femme, le leadership et la représentation dans la prise de décision au cours de la

**Pour la première fois en Egypte, la loi récemment adoptée prévoit des campagnes médiatiques de sensibilisation pour lutter contre la cybercriminalité en collaboration avec les plateformes de Facebook, Instagram et YouTube, aussi bien que des campagnes de sensibilisation aux droits des personnes handicapées.**



gestion des crises ; l'effet sur les chances économiques ; et, la promotion des données et du savoir.

Plusieurs réalisations ont été enregistrées dans le dossier de la femme et le changement tant climatique qu'écologique. En mars 2022, l'Egypte a présenté son approche au sujet de la femme, de l'environnement et du changement climatique à la commission des Nations unies sur la condition de la femme. Elle a, également, accueilli l'an dernier la Conférence sur les changements climatiques et lancé l'initiative présidentielle « la femme africaine et l'adaptation aux changements climatiques ».

En collaboration avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Egypte a lancé sa stratégie sur la propriété intellectuelle, de même qu'un protocole de coopération, le premier de son genre, visant à assurer l'autonomisation des entrepreneuses dans les collectivités locales, ce qui est de nature à encourager les femmes et les filles à inventer dans les domaines scientifiques. D'ailleurs, une marque de commerce collective pour l'artisanat de tulle est en cours d'enregistrement au nom de la femme égyptienne.

En fait, la femme a un rôle capital dans la lutte contre la corruption. D'ailleurs, je n'oublierai pas les paroles du président de la République lorsqu'il a dit littéralement : « chaque fois que l'on nomme une responsable à un poste quelconque au gouvernement ou au gouvernement, la femme s'avère plus responsable, plus compétente, plus assidue et moins corrompue, sinon loin de l'être. Absolument pas de corruption ».

Dans ce contexte et partant de la perspective relative à la stratégie égyptienne de lutte contre la corruption 2019- 2022, le conseil national de la femme a élaboré un manuel de formation spécialisée pour soutenir le rôle de la femme égyptienne en matière de prévention et de lutte anti-corruption. Ce manuel a pour but d'assurer une connaissance générale de la prévention et de la lutte anti-corruption ; qualifier la femme égyptienne afin de jouer un rôle particulier dans la mise en œuvre de la stratégie égyptienne de lutte contre la corruption ; promouvoir l'intégrité et la transparence ; éclaircir la signification, les formes et les effets néfastes de la corruption sur le développement ; établir le lien entre corruption et perspective d'égalité des deux sexes ; et, jeter la lumière sur le rapport entre corruption et propagation de la violence à l'encontre de la femme. Certaines recherches soulignent que l'égalité des deux sexes constitue un outil important qui contribue à prévenir la corruption.

Sur le plan international, l'Egypte a enregistré des succès multiples. En 2020, l'Organisation de développement des femmes des Etats membres de l'Organisation de coopération islamique (OCI) a vu le jour et ses travaux ont pris effet. Pour sa part, l'Egypte assure la présidence de la conférence ministérielle de la femme au sein de l'OCI. Elle assure également la présidence du conseil exécutif de l'Organisation de développement des femmes qui relève de l'OCI. Elle occupe le poste de secrétaire général adjoint des Nations unies et directeur exécutif de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, et responsable du siège de l'organisation internationale. S'ajoute à cela que l'Egypte a remporté la qualité de membre du Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination contre la femme.

En conclusion, la femme égyptienne se vante devant tout le monde des progrès réalisés en sa faveur. Il s'agit de briser les barrières de verre pour lui permettre d'accéder aux postes de prise de décision ; lancer des stratégies, politiques et programmes ; et, adopter des législations.

Oui, la femme égyptienne relève maintenant sans barrière, certaine qu'elle est soutenue d'une volonté et d'un commandement politiques qui croient que l'autonomisation de la femme constitue l'un de ses droits.



## Gestion stratégique et économie égyptienne

**Dr. Hussein Eissa**  
Ancien recteur de l'université Ain Chams  
Professeur de comptabilité à la faculté de commerce université Ain Chams

Le présent article vise à révéler la relation entre l'application de la gestion stratégique dans les sociétés et entreprises et l'accroissement d'efficacité des instruments de l'économie égyptienne. L'application des éléments de la gestion stratégique amènera à l'augmentation de la performance des institutions et organisations ce qui entrainera par la suite l'augmentation du PNB et l'amélioration des indicateurs de la macroéconomie.

La technique de gestion stratégique vise à ce que l'établissement fonctionne dans un état permanent d'auto-équilibre (l'auto-équilibre pourrait être mesuré via plusieurs indicateurs financiers et non financiers) ; ledit équilibre est le produit de consensus, de conformité ou d'harmonie entre plusieurs éléments dont à la tête le niveau du milieu des affaires et la stratégie applicable qui y est compatible.

La technique de gestion stratégique vise à ce que l'établissement fonctionne dans un état permanent d'auto-équilibre (l'auto-équilibre pourrait être mesuré via plusieurs indicateurs financiers et non financiers) ; ledit équilibre est le produit de consensus, de conformité ou d'harmonie entre plusieurs éléments qui sont ; Le niveau du milieu des affaires dans lequel fonctionne l'établissement.

La stratégie applicable et compatible avec le milieu des affaires.  
Les moyens, systèmes et potentiels nécessaires à l'application de ces stratégies.  
Ci- après une présentation brève des plus grandes caractéristiques du milieu des affaires applicables à chaque niveau :  
Niveau premier du milieu des affaires :

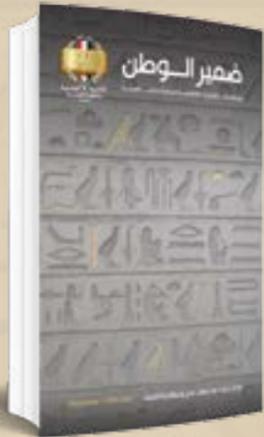
Ledit niveau était répandu dans les institutions et organisations à l'ouest de l'Europe et en Amérique du nord dans les années trente du siècle passé et est caractérisé par :  
L'avenir n'est qu'une extension du passé et peut être facilement prévisible.  
Il existe un seul producteur du bien ou du service (état de pur monopole).  
L'administration de l'établissement cherche à promouvoir les ventes et bénéfices du marché local.  
L'alternative stratégique convenable à ce niveau est la stabilité et la fixation des situations.  
Niveau deuxième du milieu des affaires :  
Ledit niveau était répandu dans les institutions et organisations à l'ouest de l'Europe, en Amérique du nord et au sud est de l'Asie dans les années quarante du siècle passé et est caractérisé par :  
L'avenir diffère légèrement du passé et peut être prévisible.  
Il existe peu de producteurs sur le marché du bien ou du service (état de concurrence monopolisée).  
L'administration de l'établissement cherche à promouvoir les ventes et bénéfices sur le marché local et exporte des quantités limitées de biens aux marchés régionaux proches.  
L'alternative stratégique convenable à ce niveau est l'application de la stratégie fonctionnelle ou productive qui est basée sur les éléments suivants :  
Les études sur le site.  
Les études du marché.  
Les études sur les sources d'obtention des matières brutes.  
Les études sur la main d'œuvre et les ressources humaines.  
Les études sur le transport.  
La conception de l'usine.  
Les études sur les dépôts.  
L'application des méthodes de calcul des coûts.  
L'application de la technique des budgets de planification.  
L'application de la technique de responsabilisation.  
Troisième niveau du milieu des affaires  
Ce niveau était répandu dans les institutions et organisations en Europe de l'ouest, en Amérique du nord et au Sud-est asiatique pendant les années 50 du siècle passé. Il se caractérise par ce qui suit : -  
L'avenir diffère complètement du passé. Il est prévisible grâce aux méthodes mathématiques et statistiques,  
Un grand nombre de producteurs se trouvent sur le marché de l'article ou du service (concurrence parfaite),  
La direction de l'établissement cherche à maximaliser les exportations à tous les marchés du monde,  
Le substitut stratégique convenable à ce niveau consiste dans l'application de la stratégie de marketing basée sur l'étude des éléments suivants ;  
planification du produit,  
planification du prix de vente,  
planification des campagnes de promotion et de publicité,  
planification des canaux et des méthodes de distribution.  
Quatrième niveau du milieu des affaires  
Ce niveau était répandu dans les institutions et organisations en Europe de l'ouest, en Amérique du nord et au Sud-est asiatique au cours des années 60 du siècle passé. Il se caractérise par ce qui suit : -  
L'avenir diffère complètement du passé. Il est prévisible, mais fort difficilement,  
L'établissement fonctionne encore dans des conditions sévères de concurrence parfaite,  
La direction de l'établissement cherche à mettre en place des co-entreprises avec des partenaires étrangers (projets communs) pour tirer profit des avantages accordés aux in-

La technique de gestion stratégique vise à ce que l'établissement fonctionne dans un état permanent d'auto-équilibre (l'auto-équilibre pourrait être mesuré via plusieurs indicateurs financiers et non financiers) ; ledit équilibre est le produit de consensus, de conformité ou d'harmonie entre plusieurs éléments dont à la tête le niveau du milieu des affaires et la stratégie applicable qui y est compatible.



Force est pour chaque établissement de procéder à une analyse stratégique tous les cinq ans pour vérifier qu'il fonctionne dans le cadre d'auto-équilibre réalisé à travers l'harmonisation, la complémentarité et la conformité entre le niveau du milieu des affaires et la stratégie compatible avec tout niveau aussi bien que les moyens, systèmes, potentiels nécessaires à la mise en application de cette stratégie.

vestissements étrangers directs dans la plupart des pays du monde,  
Le substitut stratégique convenable à ce niveau consiste dans l'application de la méthode de planification stratégique basée sur les étapes suivantes : -  
Définir la perspective,  
Définir la vocation,  
Etablir les objectifs à réaliser,  
Mesurer les niveaux de performances réels,  
Définir les écarts stratégiques entre les objectifs et les niveaux de performance réels,  
Identifier forces, faiblesses, opportunités et menaces (analyse SWOT),  
Préparer les substituts et les plans stratégiques,  
Présenter les substituts et les plans stratégiques,  
Choisir le substitut stratégique approprié,  
Mettre en œuvre le substitut stratégique et évaluer la performance réelle.  
Cinquième niveau du milieu des affaires  
Ce niveau était répandu dans les institutions et organisations en Europe de l'ouest, en Amérique du nord et au Sud-est asiatique au cours des années 70 du siècle passé. Il se caractérise par ce qui suit : -  
L'avenir diffère complètement du passé. Il est imprévisible,  
L'établissement travaille encore dans des conditions sévères de concurrence parfaite,  
La direction de l'établissement cherche à créer des succursales qui lui appartiennent complètement pour pouvoir entrer et sortir facilement du domaine des affaires,  
Le substitut stratégique convenable à ce niveau n'est que la mise en application des méthodes suivantes :- Gérer les crises,  
Analyser les scénarios,  
Analyser la sensibilité,  
Gérer par surprises.  
Reste un mot à dire, chaque établissement doit procéder à une analyse stratégique tous les cinq ans pour s'assurer qu'il travaille dans un climat d'auto-équilibre résultant de l'harmonie, la complémentarité et la compatibilité entre le niveau du milieu des affaires, la stratégie adéquate à chaque niveau, les moyens, les systèmes et l'énergie intrinsèque nécessaires à la mise en œuvre de telle stratégie. Bien sûr, il faut prendre en considération que si la plupart des établissements et institutions qui travaillent dans le cadre de l'économie nationale réalisent cet état d'auto-équilibre, cela ne manquera pas d'élever les taux du PNB et du développement économique, et d'améliorer nettement et continuellement les indices de la macro-économie, ce qui contribuera à promouvoir la qualité et l'efficacité des outputs de l'économie égyptienne.



## Les efforts de l'Académie en quelques mois ( Résultat de janvier-juin)

### Comité de rédaction

L'Académie Nationale de Lutte contre la Corruption continue de préparer des générations qualifiées à lutter contre la corruption, convaincue de l'importance d'une formation distinguée et d'une prise de conscience basée sur des méthodes modernes pour lutter contre les formes de corruption afin d'élever les capacités des stagiaires et de diffuser une culture institutionnelle et communautaire pour lutter contre la corruption, et à cette fin, l'Académie a mené de nombreuses activités et efforts dans divers domaines

## Dans le domaine de la tenue de programmes et de cours pour les Autorités nationales et locales



L'Académie continue d'organiser des cours de formation dans le domaine de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption à l'intention des employés de l'Appareil administratif de l'État, du secteur privé, de la société civile, des étudiants universitaires et de toutes les catégories de la société, y compris la tenue de cours distingués et divers tels que le cours de pensée créative et le cours d'excellence



## Organisation de divers événements en coopération avec des partenaires aux niveaux national, régional et international



Participation de l'Académie Nationale de Lutte contre la Corruption au Pavillon de l'Autorité de Contrôle Administratif à la Foire Internationale du Livre du Caire et honorer les jeunes participant à la gestion du pavillon.



Participation de l'Académie à la séance de discussion à la Conférence Internationale de l'Institut National de Planification sous le titre «Gouvernance et Développement Durable» en coopération avec le projet de Gouvernance économique financé par l'USAID et la SIPA School of International and Public Affairs de l'Université Columbia (l'école des Affaires Internationales et Publiques de l'Université Columbia).



Participation à la Conférence régionale de lancement de «l'Alliance des dirigeants pour promouvoir l'Intégrité et lutter contre la Corruption dans la région arabe» en Jordanie



Participation à une Conférence à l'Institut de préparation au leadership du Ministère de l'Enseignement supérieur à Helwan pour les candidats à assumer le poste de président d'université dans les Universités de Ain Shams, Sohag, Benha, El-Wadi El-Gadid, Damiette, Matrouh, Suez, Sadate, Damanhour, Kafr el Sheikh et Ganoub El-Wadi.



Participation au Forum arabe sous le titre «Promouvoir la Transparence et la bonne Gouvernance pour atteindre les Objectifs de Développement Durable» organisé par l'Organisation Arabe pour le Développement Administratif - Ligue des États arabes avec la participation du Parlement arabe et de la CESAO des Nations Unies Commission économique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie Occidentale en coopération avec Transparency International

Organisation de 3 Programmes de formation au siège de l'Académie pour les Experts gouvernementaux des États parties à la Convention arabe contre la Corruption avec la participation de 134 experts des forces de l'ordre de nombreux pays arabes afin de fournir aux participants des connaissances, des compétences et des tendances liées à l'activation des Conventions internationales et régionales pertinentes et de renforcer la coopération internationale et régionale dans le domaine de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption en coordination avec la Ligue des États arabes, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la Commission saoudienne pour l'Intégrité.



Atelier organisé dans le domaine de l'Immigration clandestine et de la Traite des êtres humains pour les attachés des ambassades des Pays - Bas, de Hongrie, d'Allemagne, d'Espagne et de France, où les efforts nationaux dans le domaine de la Lutte contre l'Immigration clandestine et la Traite des êtres humains et les nombreux succès obtenus dans ce domaine ont été passés en revue.



La visite de Dr Salima Mesrati, présidente de la haute Autorité pour la Transparence, la Prévention et la Lutte contre la Corruption de l'Etat algérien et de sa délégation accompagnante à l'Académie Nationale de Lutte contre la Corruption pour discuter des modalités de coopération future en matière de Formation et d'Intérêts éducatifs communs et échanger des expériences dans le domaine de la préparation, du suivi et de la mise en œuvre des stratégies de Lutte contre la Corruption.



Une journée de formation organisée pour un certain nombre de journalistes de pays africains et de journalistes égyptiens en coordination avec l'Union des Journalistes Africains, qui comprenait la présentation de l'Autorité de Contrôle Administratif et de ses méthodes dans le domaine de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, le projet de Transformation numérique et la Stratégie égyptienne de Développement Durable.



Deux stages de formation organisés pour un certain nombre de stagiaires africains dans le cadre de la subvention accordée par le Président de la République pour soutenir les pays africains et former des cadres africains travaillant dans le domaine de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption



Une journée de formation dans le domaine de la Gouvernance, de la Lutte contre la Corruption et de la Réforme administrative organisée pour les membres de l'Autorité de Contrôle Administratif et un certain nombre d'experts et d'universitaires en coopération avec le projet de Gouvernance économique de l'USAID en présence de Dr Lisa Anderson, doyenne de l'école des Affaires Internationales et Publiques (SIPA), Université Columbia, États-Unis, et ancien président de l'Université américaine du Caire, et du Dr William Emick, conférencier au même collège, en plus de M. Herman Powell, directeur du projet de Gouvernance économique



Visite de la délégation du Conseil Consultatif de la Lutte contre la Corruption de l'Union Africaine à l'Académie Nationale de Lutte contre la Corruption pour reconnaître la vision, la mission et les objectifs de l'Académie et discuter des moyens de coopération et d'échange d'expériences.



## La lutte contre la corruption devient une cause sociale

 **Dr. Samy Abdel Aziz**

**Si vous posiez à un citoyen la question sur la lutte contre la corruption il ya dix ans, la réponse serait limitée au concept et dimensions d'une part, et elle serait liée à son image intellectuelle d'instance d'arrestation des corrompus d'autre part. Parlant concept, il s'agirait souvent pour la corruption du pot de vin, d'enrichissement des fonctionnaires publics et d'abus de confiance, du fait que l'Autorité de contrôle n'est qu'un groupe d'hommes bien formés pour dévoiler les causes de corruption dans les instances officielles gouvernementales.**

Si vous posiez à un citoyen la question sur la lutte contre la corruption il ya dix ans, la réponse serait limitée au concept et dimensions d'une part, et elle serait liée à son image intellectuelle d'instance d'arrestation des corrompus d'autre part.

Parlant concept, il s'agirait souvent pour la corruption du pot de vin, d'enrichissement des fonctionnaires publics et d'abus de confiance, du fait que l'Autorité de contrôle n'est qu'un groupe d'hommes bien formés pour dévoiler les causes de corruption dans les instances officielles gouvernementales.

Aujourd'hui, si vous demandez à un citoyen la signification de la corruption, il répondra qu'il s'agit de toute sorte de pot de vin, que c'est l'abus de confiance et le moyen qui donne le coup de poing au concept de parité des chances, que c'est l'importation et la vente des biens à validité terminée, la négligence d'un fonctionnaire qu'il soit maître ou professeur, sa concentration aux leçons privées au dépens de l'école qui lui donne son salaire, que c'est le trafic d'organes, la

fraude dans des pièces officielles, les documents falsifiés pour tirer un profit illégal, l'empiètement sur des terrains de l'Etat sans aucun droit que ce soit moyennant des contrats faux ou l'élévation des étages menaçant la vie des hommes, il s'agit également d'outrepasser les institutions officielles pour toucher au secteur privé.

Si vous lui demandez que signifie l'Autorité de contrôle, il répondra que c'est l'instance qui récupère à l'Etat puis au citoyen son argent et ses droits aliénés vu l'absence du concept de transparence et de gouvernance.

La question serait donc, quelle est la cause derrière cette évolution au fil des dix dernières années.

La réponse est multidimensionnelle mais réside dans un nouveau concept élaboré et lancé par l'Autorité de contrôle dans sa stratégie de lutte contre la corruption, il s'agit d'une traduction et d'une application pratique des stratégies, méthodes et mécanismes du marketing social et politique et qui ne diffère pas beaucoup du concept de

marketing commercial.

Commençons par les études d'opinion publique pour connaître les consciences et tendances sociétales quant à la cause de lutte contre la corruption et donc les mieux préciser.

Comment peut-on changer ces concepts et les transformer en des concepts et idées faciles à assimiler et comprendre et par conséquent demander l'aide sociale pour combattre la corruption sous toutes ses formes.

L'application des bases du marketing social et politique s'étend à la planification et la mise à exécution des campagnes publicitaires via tous les médias de masse et les médias sociaux différents, nous nous rappellerions le lancement d'une campagne qui a duré quatre ans dont l'emblème était « si nous regardons dans le miroir », et qui, pour ne pas accuser toute la société de corruption, a pris un slogan secondaire « certainement pas nous tous.

Peut être certains d'entre nous ».

Or, cela ne s'est pas limité aux campagnes publicitaires de masse. Mais, l'Autorité de contrôle administratif et les universités égyptiennes

ont ouvert leurs portes aux étudiants et chercheurs pour qu'ils soient des ambassadeurs bien instruits conscients des affaires ayant trait à la corruption et des dangers qu'elles présentent, tout en mettant l'accent sur le fait que la protection et la prévention sont plus importantes que la dissuasion.

Grâce à sa longue Histoire, l'Autorité dispose de méthodes avancées et distinguées quant à l'arrestation de ceux qui commettent toute forme de corruption.

Toutefois, cela ne s'avère pas suffisant face à l'évolution des méthodes et techniques de corruption d'une part, et, l'apparition de crimes de corruption qui recourent à des méthodes avancées transfrontières d'autre part.

L'application du concept de marketing social en matière de protection de la société contre la corruption s'étend au contact direct de marketing grâce à des stages de formation, des symposiums et des conférences à l'intérieur pour agrandir le champ de marketing, et à l'extérieur pour tirer profit des expériences du monde entier.

En vue d'approfondir les sciences et connaissances intégrées, et avec la fondation par l'Autorité de l'Académie nationale de lutte contre la corruption, l'on a réussi à dispenser des stages assez distingués concernant la notion de protection et le fait d'assurer un environnement de travail qui rejette la corruption à partir de critères spécialisés.

Cette évolution s'est vue développer jusqu'à la conclusion d'un accord avec les universités égyptiennes les plus anciennes, telles que l'université du Caire à travers la faculté d'économie et de sciences politiques pour délivrer un magistère en matière de sciences de lutte contre la corruption sur les plans juridique, économique et de gestion.

Un programme académique et théorique y a été introduit portant sur le marketing social et politique et adressé aux chercheurs ayant une base et étant des cadres juridiques, aux députés, aux cadres des ministères, banques et grandes sociétés tant publiques que privées, de même que des ONG.

Certains pourraient être surpris, voire apprécier la participation de l'Autorité de contrôle administratif, via son Académie scientifique, à la foire internationale du livre au Caire où elle a accueilli des enfants, des jeunes, des élites de penseurs et des personnalités ; entretenu des dialogues ouverts ; et, présenté des supports d'information multimédias tant imprimés que visuels.

C'est ainsi que le contrôle administratif, Autorité et Académie nationale, a adopté la notion, les stratégies et les techniques de

marketing social et politique.

Si vous visitez le site internet de l'Autorité ou de l'Académie vous vous rendrez compte des effets positifs et interactifs croissants entre Autorité et Académie d'une part, et la société avec toutes ses classes et catégories d'autre part.

La situation étant ce qu'elle est, elle prouve que la lutte contre la corruption n'est plus l'affaire de l'Autorité toute seule, mais plutôt celle de la société toute entière.

Cela prête à croire davantage que la société adoptera des méthodes susceptibles de combattre la corruption.

Il s'agit là de l'un des objectifs du marketing social et politique, et, par la suite, l'un des indices de l'évolution positive quant à la lutte contre la corruption en Egypte, conformément aux indices et critères émanant des instances internationales.

Cette adoption, par l'Académie de contrôle administratif, du concept de marketing social et politique va de pair avec les tendances mondiales soit à travers les médias de masse, soit à travers le marketing électronique avec toutes ses applications, à tel point que les dépenses

**J'imagine que l'Egypte nécessite fortement d'étendre l'application tant pratique que scientifique des stratégies du marketing social.. Nous avons le problème démographique, les moyens de conviction concernant l'adoption des ses exigences, nous avons l'enseignement technique et professionnel et la manière susceptible de promouvoir son image chez les citoyens.**

des Etats-Unis en 2022 étaient d'environ 10 milliards de dollars aux campagnes électorales sur le plan politique, aussi bien qu'à la protection de l'environnement ; le soutien des concepts de l'enseignement avancé ; la lutte contre le tabagisme et la toxicomanie ; et, la sensibilisation à tout ce qui est santé sur le plan social.

C'est ainsi que s'est posée la question qui est à l'origine du marketing social et politique, question soulevée par le grand savant du marketing, Philip Kotler.

Pouvons-nous faire du marketing pour un parti, un président, une idée, un service ou une cause sociale, juste comme nous le faisons pour une tablette de bouillon ou un savon ? Les expériences succèdent pour prouver que cette question a sa logique comme elle a sa réponse catégorique.

**application des bases du marketing social et politique s'étend pour couvrir la planification et la mise à exécution des campagnes publicitaires via les médias de masse et les divers médias sociaux ; nous rappellerions le lancement d'une campagne qui a duré quatre ans dont l'emblème était « si nous regardons dans le miroir », et qui, pour ne pas accuser toute la société de corruption, a pris un slogan secondaire « certainement pas nous tous.. Peut être certains d'entre nous ».**

En fait, force est de savoir les raisons pour lesquelles l'opinion publique et la société admettent et adoptent une cause ou la rejettent ; les approches persuasives qu'elles soient intellectuelles ou émotionnelles ou les deux ensemble à la lumière de la connaissance et de l'analyse des dimensions démographiques et géographiques, de même que l'analyse de la psychologie sociale des classes sociétales visées ; la tonalité, la performance vocale et

le moule visuel qui diffère en fonction de la stratégie qui détermine les médias utilisés.

Je crois que l'Egypte doit impérativement élargir le champ d'application pratique et scientifique des stratégies du marketing social.

Nous avons par exemple le problème démographique et les moyens de persuasion pour en adopter les exigences.

**Combattre la corruption n'est plus l'affaire de l'Autorité de contrôle, mais de la société dans son ensemble, ce qui accentue les prévisions quant à l'adoption par la société des moyens de lutte contre la corruption, ceci constitue un des plus importants objectifs du marketing social et politique et par conséquent des indices de l'évolution positive de lutte contre la corruption en Egypte.**

Nous avons également l'enseignement technique et professionnel et le moyen d'en promouvoir l'image auprès des familles, des jeunes et des parents des filles lorsqu'un prétendant se présente à leur fille ayant un diplôme professionnel et maîtrisant un métier et un savoir-faire qui leur garantissent une vie digne.

A cet effet, nous avons l'exemple et le modèle de l'Allemagne.

Nous avons, en fait, en Egypte un nombre croissant de questions qui ont besoin d'un marketing social et politique, étant donné les changements économiques et politiques mondiaux, de même que l'impact grandissant des réseaux sociaux auquel recourent toutes les catégories de la société.



Le Premier ministre examine un certain nombre de dossiers de travail à l'Autorité de protection de la concurrence-mai 2023



**Protection de la concurrence et ses effets sur l'économie :**  
**Productivité accrue.. Un meilleur marché. ...**  
**Création de nouvelles opportunités d'emploi...**  
**Amélioration du bien-être des citoyens**

**Dr/ Mahmoud Mumtaz**  
**Chef de l'Autorité de protection de la concurrence**

Les économies du monde sont passées par de multiples étapes, et l'Égypte était l'un de ces pays, dont le système économique aux années soixante, était basé sur une économie dirigée, c'est-à-dire que l'État est le contrôleur, le distributeur et le déterminant des prix sur les marchés, puis l'Égypte est passée à un système d'économie de marché libre, c'est-à-dire que les prix sont déterminés par des mécanismes d'offre et de demande, il était donc nécessaire dans le cadre de cette transformation- qu'il existe des lois protégeant le système d'économie de marché libre pour garantir que les produits proposés atteignent l'allocation optimale des ressources et que les prix du marché résultent effectivement des facteurs d'offre et de demande.

Parmi ces législations figure la Loi sur la protection de la concurrence et la prévention des pratiques monopolistiques, qui est peut-être la plus importante car elle protège l'économie en veillant à ce que les biens et services offerts sur les marchés soient le résultat naturel des facteurs d'offre et de demande et qu'il n'y ait pas de pratiques monopolistiques affectant les mécanismes du marché libre.

L'Égypte a adopté la Loi sur la protection de la concurrence et la prévention des pratiques monopolistiques un peu tard en 2005. En vertu de cette loi, l'Autorité de protection de la concurrence a été créée en 2006, et les principaux crimes décrits dans les articles (6), (7) et (8) de la loi sont trois délits : Le sixième article traite des accords horizontaux entre concurrents et conclus entre eux, que ce soit en augmentant les prix,

en divisant les marchés, en convenant d'appels d'offres et d'enchères, ou en réduisant les quantités de production, tandis que le septième article traite des délits des principaux accords entre le fournisseur et ses clients, tels que les délits d'entente sur le prix de revente sur les marchés ou de traiter exclusivement avec un seul fournisseur, alors que le huitième article traite l'abus de la position dominante. Il convient de noter que la loi ne punit pas ceux qui ont une grande importance sur le marché, mais punit plutôt l'abus de cette importance en excluant les concurrents ou en exploitant les consommateurs.

L'effet économique des politiques de protection de la concurrence. Des études indiquent que l'existence de la loi sur la protection de la concurrence augmente le taux de croissance du PIB de 2 à 3%. D'autant

plus que l'expérience australienne dans l'adoption d'une politique globale de la concurrence de l'État a consisté à appliquer la loi sur la protection de la concurrence à tous les secteurs sans exception. De plus, assurer la neutralité concurrentielle a conduit à une augmentation de 205% du PIB australien et à la capacité de l'économie australienne à faire face aux chocs de la crise financière mondiale en 2008, là où la concurrence est liée au dynamisme et à la motivation des entreprises à innover, encourageant les entreprises les plus efficaces à entrer et à se développer sur le marché.

Par là, nous constatons l'importance des lois sur la concurrence et de leur application à moyen et long terme afin d'établir une économie plus développée et plus résiliente capable de répondre aux crises.

Le rôle de la concurrence dans la croissance économique est dû à son effet sur l'augmentation de la productivité dans diverses industries. Des études indiquent que les entreprises les plus compétitives réalisent une augmentation de la productivité à des taux allant de 3,8 à 4,6% supérieurs à ceux des moins compétitives. Tandis qu'une autre étude en Afrique du Sud montre qu'une concurrence accrue entraîne une augmentation de la croissance de la productivité dans certains secteurs à des taux allant de 2 à 2,5% par an.

Nous constatons que la productivité du travailleur augmente chaque fois que l'entreprise où il travaille fait face à une concurrence accrue, c'est ce qui s'est passé aux États-Unis et au Canada lorsqu'il y a eu une libéralisation du secteur minier du fer et face à une concurrence féroce du Brésil, la productivité du travailleur a doublé en raison de l'augmentation de la concurrence.

La concurrence affecte également l'emploi et la création d'emplois, en particulier dans le domaine de l'innovation. Sur des marchés où la concurrence est intense, les entreprises sont poussées à innover et à offrir de meilleurs produits et services pour obtenir un avantage concurrentiel, ce qui entraîne une augmentation de la demande de main-d'œuvre qualifiée possédant des connaissances et une expérience spécialisées pour les ingénieurs, les chercheurs et les développeurs ainsi que la création de nouvelles opportunités d'emploi. D'autre part, l'absence de concurrence effective finira par nuire à la croissance de l'emploi.

Le rôle de la concurrence dans l'amélioration du bien-être des consommateurs

L'application effective de la politique de concurrence sur les marchés implique l'accès des consommateurs à des biens et services à des prix inférieurs, de meilleure qualité et à des choix multiples. Tandis que les pratiques monopolistiques affectent généralement le consommateur et son bien-être, des études indiquent que de telles pratiques augmentent les prix au-dessus de leur prix concurrentiel jusqu'à 50%, par conséquent, le consommateur qui a dix livres, par exemple, au lieu d'acheter quatre produits, ne pourra acheter qu'un ou deux produits au maximum, ce qui entraîne deux pertes, la première est une diminution de la capacité du consommateur à acheter d'autres produits dont il a besoin, et la seconde est l'opportunité manquée pour d'autres secteurs qui auraient pu vendre leurs produits au consommateur mais ne pouvaient pas en raison d'une pratique monopolistique.

A titre d'exemple, en Égypte, l'Autorité de protection de la concurrence a récemment constaté, dans le cas du secteur des manuels scolaires, que les entreprises convenaient entre elles de fixer le prix de leurs produits sur la base d'un taux de change des devises étrangères supérieur de 80% à la valeur officielle.

D'autre part, lorsque les cimentiers ont accepté d'augmenter les prix en 2005 et 2006, cela a entraîné des pertes dans l'économie qui ont dépassé dix milliards de livres, soit environ 1% du PIB à l'époque.

De tels accords horizontaux aboutissent à ce que l'on appelle le «transfert du surplus du consommateur vers le producteur», c'est-à-dire que le consommateur achète le produit à un prix supérieur à son prix concurrentiel et que ce surplus de prix est transféré à l'entreprise fautive sous la forme de bénéfices plus élevés au lieu de profiter au consommateur et de l'utiliser à d'autres usages.

Le rôle de la concurrence dans la protection de l'argent public Le danger de transférer le surplus du consommateur au producteur augmente lorsque l'État est l'acheteur, ici l'impact économique des pratiques monopolistiques ne se limite pas à l'excès d'argent payé par un consommateur particulier, mais ce sera un transfert du surplus de tous les contribuables au fournisseur de produits ou de services.

L'État est le plus gros acheteur au sein de l'économie, une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques indique que les achats de l'État atteignent 15% du produit national total. Par conséquent, la protection de l'argent public est une priorité qui se reflète directement sur la performance des économies des pays. Les appels d'offres de l'État pour acheter ses besoins auprès d'entreprises concurrentes et obtenir le prix le plus bas et la meilleure qualité sont l'objectif principal pour maintenir l'efficacité des dépenses publiques.

La complicité des concurrents dans les appels d'offres publics et les enchères sur les entités publiques affecte donc directement les dépenses



**Les pratiques monopolistiques affectent généralement le consommateur et son bien-être, des études indiquent que de telles pratiques augmentent les prix au-dessus de leur prix concurrentiel jusqu'à 50%, par conséquent, le consommateur qui a dix livres, par exemple, au lieu d'acheter quatre produits, ne pourra acheter qu'un ou deux produits au maximum**



**La productivité du travailleur augmente chaque fois que l'entreprise où il travaille fait face à une concurrence accrue, c'est ce qui s'est passé aux États-Unis et au Canada lorsqu'il y a eu une libéralisation du secteur minier du fer et face à une concurrence féroce du Brésil, la productivité du travailleur a doublé en raison de cette augmentation de la concurrence.**

publiques, car elle conduit l'État à acheter des produits et services à un prix supérieur à leur prix concurrentiel et empêche l'État d'allouer efficacement ses ressources, ce qui se reflète finalement sur sa capacité à remplir ses obligations.

Dans un certain nombre de cas menés par l'Autorité, nous trouvons des exemples de tels crimes dans divers secteurs, entre autres : L'accord des entreprises pour augmenter le prix des valves cardiaques fournies aux hôpitaux universitaires, ainsi que l'accord des entreprises de lampadaires pour approvisionner les sociétés de distribution d'électricité et le Centre de Recherche pétrolière en produits chimiques, ces exemples indiquent l'extension des effets de ces pratiques monopolistiques à divers secteurs au sein de l'État égyptien.

En particulier, lorsque le délit de complicité dans les appels d'offres publics et les enchères est associé à d'autres délits tels que la corruption pour faciliter la commission de ces délits, comme le montrent des études à cet égard.

Nous constatons ici l'importance de l'intégration entre les Autorités de contrôle pour lutter contre les crimes les plus graves, notamment dans le cadre de la crise économique mondiale.

En conclusion, le rôle des Autorités de la concurrence est devenu une nécessité afin d'assurer la croissance économique et le fonctionnement efficace des mécanismes du marché libre pour avoir un impact positif sur le bien-être des citoyens et les dépenses publiques.

# La Gouvernance économique est la voie des réformes de développement en Égypte



**Dr. Nermin Abou El Atta**  
Conseiller du ministre du commerce et de l'industrie et Coordinateur national de la coopération industrielle euro-méditerranéenne



Une grande attention est accordée aux cadres de Gouvernance en général, notamment à la Gouvernance économique à plusieurs niveaux, ainsi qu'aux normes, indicateurs et classifications internationaux pertinents associés, en particulier en 2023, étant donné que la scène mondiale et régionale est caractérisée par de nombreuses incertitudes dues aux événements politiques (entre autres : la lutte des grandes puissances pour les sphères d'influence et les ressources mondiales). Cela a entraîné des effets multiplicateurs, notamment à la suite des crises sanitaires et des pandémies mondiales, conduisant aux défis socio-économiques actuels (représentés par la présence de fortes vagues inflationnistes, une augmentation des prix des matières premières, des produits, du carburant et de l'énergie, avec une augmentation des taux de fret et des prix du transport, ainsi que le coût élevé des prêts, l'augmentation de l'endettement, les flambées des taux de change, la peur d'entrer en récession économique et les faibles taux de croissance et d'emploi ...etc), auxquels s'ajoutent de graves fluctuations climatiques et environnementales qui ont entraîné des pertes économiques et sociales ainsi que d'autres facteurs qui affectent la stabilité économique et la cohésion sociale aux niveaux mondial et local.



Tous ces facteurs ont accru les degrés d'incertitude, ce qui a naturellement jeté une ombre sur l'économie égyptienne, mais la rapidité des mesures prises par le gouvernement égyptien pour développer des programmes de développement et d'incitation et l'utilisation de politiques fiscales et monétaires ont conduit à la reprise partielle de l'économie égyptienne par rapport à certaines autres économies, ce qui indique la force et la diversité des activités économiques égyptiennes et sa résilience aux crises mondiales successives.

Ci-dessous, nous présentons les cadres de Gouvernance économique institutionnelle à plusieurs niveaux les plus importants, certaines classifications internationales et les défis futurs, avec les efforts les plus importants liés à l'Égypte :

Premièrement : Les Cadres de Gouvernance économique à plusieurs niveaux Multi-level Governance (MLG) :

Comme certaines expériences réussies d'un certain nombre de pays de l'UE, notamment la Finlande, ainsi que le Japon, le Vietnam et la Nouvelle-Zélande, la nouvelle idée de Gouvernance économique à plusieurs niveaux est conforme à ce qui a été lancé par l'Organisation de

coopération et de Développement économiques (OCDE), avec laquelle le programme national égyptien a été conclu, et une attention a été accordée au lien entre la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et la Gouvernance à plusieurs niveaux (MLG) afin d'accélérer la mise en œuvre rapide des stratégies, programmes et plans d'action égyptiens de développement conformément aux normes internationales.

La figure (1) montre les cadres de Gouvernance économique

**En raison de l'intérêt accordé à la mise en œuvre de la Vision égyptienne 2030 et avec l'enregistrement de la plupart des indicateurs de l'économie égyptienne, le gouvernement égyptien achève de nombreuses stratégies et programmes dans le cadre de la Nouvelle République, dont les piliers reposent sur le renforcement de la Gouvernance économique à plusieurs niveaux et la lutte contre la corruption**

institutionnelle à plusieurs niveaux les plus importants en Égypte, où figurent les principaux niveaux au sein de l'État, à savoir la Constitution et les autorités présidentielles, judiciaires, parlementaires, de contrôle et exécutives supervisant les niveaux suivants, entre autres :

La Gouvernance locale : reliant les autorités centrales et subsidiaires pour suivre les activités productives et de services dans les points de vente égyptiens, les unités locales et les gouvernorats.

La Gouvernance conjointe : liée à la responsabilité participative entre les autorités gouvernementales et les institutions du secteur privé dans la qualité et la Gouvernance des mécanismes du marché – l'un des niveaux les plus importants de Gouvernance économique car il est le principal partisan de l'augmentation de la compétitivité nationale égyptienne sur la carte de l'investissement et du commerce mondial.

La Gouvernance communautaire : qui comprend les groupes sociaux et les organisations de la société civile opérant en Égypte.

Il est important que ces niveaux soient liés aux niveaux de Gouvernance régionaux et mondiaux, y compris les organisations des Nations Unies, les Institutions internationales de développement, les fédérations mondiales et régionales et les partenaires stratégiques et

Objectifs de la nouvelle version de la Vision de l'Égypte 2030

Ministère de la planification et du développement économique



commerciaux de l'Égypte.

Figure 1 : Les cadres institutionnels de Gouvernance économique à plusieurs niveaux les plus importants en Égypte

Gouvernance publique / totale (à l'intérieur du pays)  
Gouvernance locale: (sites et points de services et de production dans les gouvernorats et les localités).

Gouvernance conjointe: (avec le secteur privé: Fédération des Industries Égyptiennes - Fédération des Chambres de Commerce - Associations d'hommes d'affaires).

Gouvernance communautaire: (avec les organisations de la société civile)

2-Gouvernance régionale / internationale : ( avec des partenaires internationaux et des organisations mondiales).

Deuxièmement: Les efforts de Gouvernance économique les plus importants pour promouvoir les réformes de développement en Égypte :

En raison de l'intérêt accordé à la mise en œuvre de la Vision égyptienne 2030 et avec l'enregistrement de la plupart des indicateurs de l'économie égyptienne, le gouvernement égyptien achève de nombreuses stratégies et programmes dans le cadre de la Nouvelle République, dont les piliers reposent sur le renforcement de la Gouvernance économique à plusieurs niveaux et la lutte contre la corruption, entre autres : Le programme national de réformes structurelles jusqu'en 2024 axé sur la compétitivité de trois principaux secteurs : Industries manufacturières – Agriculture – Communications et Technologies de l'information, le Projet national de développement de la campagne égyptienne (Vie Dégente) depuis 2021, la Stratégie nationale des droits de l'Homme 2021 – 2026, le Rapport sur le Développement humain 2022, le Document de politique de propriété de l'État 2022, la Restructuration des Conseils Suprêmes d'investissement et de Développement des Exportations en 2023, la Stratégie de l'Égypte numérique 2022-2026- et la Stratégie Nationale sur le changement climatique.

Ainsi que la Déclaration de Charm el-Cheikh sur la coopération internationale dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption en 2021, la Réunion pour renforcer la coopération internationale en 2022, la Stratégie nationale de lutte contre la corruption 2023-2030- basée sur les première et deuxième phases, le Lancement du Dialogue national en 2023 et d'autres efforts en ligne avec les niveaux de Gouvernance susmentionnés.

Cependant, malgré les nombreuses mesures prises, il est important que ces initiatives, programmes et mesures de réforme soient synchronisés pour stimuler l'investissement, attirer la confiance et la participation du secteur privé et améliorer la vie des citoyens égyptiens, qui résistent encore aux fluctuations économiques, sociales et géopolitiques régionales et internationales.

Troisièmement : Les tendances et défis internationaux les plus importants liés à la Gouvernance économique en Égypte:

**Malgré les nombreuses mesures prises, il est important que ces initiatives, programmes et mesures de réforme soient synchronisés pour stimuler l'investissement, attirer la confiance et la participation du secteur privé et améliorer la vie des citoyens égyptiens, qui résistent encore aux fluctuations économiques, sociales et géopolitiques régionales et internationales.**

Malgré les efforts égyptiens, il existe des tendances et des défis internationaux liés à la Gouvernance économique et à l'amélioration des indicateurs standard et des classifications internationales, reposant sur trois axes principaux : Gouvernance et Droits de l'Homme, Transformation verte et Transformation numérique, par conséquent, le rôle de l'Académie Nationale de lutte contre la corruption s'est élargie avec l'importance de mesurer le succès des mécanismes de liaison des résultats des multiples niveaux institutionnels susmentionnés qui soutiennent les plans et programmes du gouvernement égyptien conformément à la Vision égyptienne 2030.

Quelques classifications et indicateurs internationaux :  
Il existe de nombreux rapports, indicateurs et classifications internationaux généraux et spécialisés liés à la mesure de certains aspects de la Gouvernance économique en Égypte, dont les plus importants sont l'Indice de Gouvernance Mondiale de la Banque Mondiale, l'Indice de Perception de la Corruption Transparency International, l'Indice International de Risque Pays, les rapports de Notation souveraine de

**Malgré les efforts égyptiens, il existe des tendances et des défis internationaux liés à la Gouvernance économique et à l'amélioration des indicateurs standard et des classifications internationales, reposant sur trois axes principaux : Gouvernance et Droits de l'Homme, Transformation verte et Transformation numérique, par conséquent, le rôle de l'Académie Nationale de lutte contre la corruption s'est élargie avec l'importance de mesurer le succès des mécanismes de liaison des résultats des multiples niveaux institutionnels susmentionnés qui soutiennent les plans et programmes du gouvernement égyptien conformément à la Vision égyptienne 2030.**

Fitch, Moody's et Standard & Poor's, l'Indice Mondial de l'Innovation de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, les indicateurs du climat des affaires de la Banque Mondiale, les indicateurs de compétitivité internationale, les indicateurs de développement humain des Nations Unies, les indicateurs de l'emploi / perspectives sociales de l'Organisation Internationale du Travail, l'Indice de Marque des pays Nation Brands et bien d'autres .

D'un point de vue stratégique, on constate une disparité des positions de l'Égypte dans ces rapports et classements internationaux, car la plupart d'entre eux enregistrent des positions basses ou ne reflètent pas toutes les réformes engagées avec la dispersion des efforts nationaux due à la répartition des responsabilités de leur suivi entre un certain nombre d'Autorités égyptiennes.

Il est donc important de trouver un mécanisme national pour accorder plus d'attention à ses différentes dimensions et normes, au calendrier

de sa préparation et à la coordination avec les institutions émettrices, tout en respectant les calendriers de réformes ciblées afin d'améliorer la position de l'Égypte dans les classifications internationales et dans les milieux mondiaux de l'investissement, du commerce et de la finance.

B-Normes internationales / européennes modernes:

Dans le même contexte, il convient de noter que l'Union européenne se coordonne actuellement avec un certain nombre de puissances internationales pour faire passer certaines normes de volontaires à obligatoires en coopération avec de nombreuses organisations internationales telles que l'Organisation internationale de normalisation, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation des Nations Unies pour le commerce et le développement, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les institutions financières internationales, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement et bien d'autres, ce qui affecte inévitablement les investissements, les exportations, la formation, les subventions et les prêts associés aux pays, y compris l'Égypte.

Les deux lois européennes de 2023 : Le Mécanisme d'ajustement aux frontières carbone ( Carbon Border Adjustment Mechanism ) CBAM et la Durabilité Sociale des Entreprises (Corporate Social Sustainability Due Diligence) CSDD, sont parmi les aspects les plus importants de l'application progressive au cours des deux prochaines années comme première étape sur les grandes entreprises puis sur les moyennes et petites sur les secteurs productifs à forte intensité de main-d'œuvre, tels que : prêt – à – porter, cultures agricoles et transformation des aliments, et d'autres secteurs à forte intensité de carbone tels que : ciment - aluminium – engrais - énergie électrique - fer et acier, où la performance est mesurée selon des critères tridimensionnels : environnementaux, sociaux et Gouvernance des droits de l'homme, Environmental Social Governance (ESG) sur lesquels les institutions de notation internationales s'appuient actuellement fortement .

D'autre part, il convient de noter que l'Autorité de surveillance financière et la Banque centrale ont publié des normes égyptiennes, et des certificats approuvés sont délivrés dans ce domaine en Égypte afin de soutenir les entreprises conformément aux normes internationales.

Conclusion :

L'importance de la Gouvernance économique institutionnelle à plusieurs niveaux, dans les réformes du développement et la répartition géographique équitable des services et de la production en Égypte, s'accroît avec l'importance de relier les initiatives, les programmes et les objectifs de temps pour la réforme et le renforcement des mécanismes nationaux afin d'accorder plus d'attention aux dimensions des indicateurs économiques liés à la stimulation du climat d'investissement, la participation du secteur privé et le bien-être du citoyen égyptien, et cela se reflète dans l'amélioration des positions de l'Égypte dans les classifications internationales dans le but d'améliorer sa position sur les cartes mondiales des investissements, du commerce et des finances.



**L'importance de la Gouvernance économique institutionnelle à plusieurs niveaux, dans les réformes du développement et la répartition géographique équitable des services et de la production en Égypte, s'accroît avec l'importance de relier les initiatives, les programmes et les objectifs de temps pour la réforme et le renforcement des mécanismes nationaux afin d'accorder plus d'attention aux dimensions des indicateurs économiques liés à la stimulation du climat d'investissement, la participation du secteur privé et le bien-être du citoyen**

## En application des directives du Président Abdel Fatah Al Sissi Fin de formation de la promotion 22 Autorité de contrôle à l'Académie militaire supérieure égyptienne



Une photo commémorative des étudiants de la promotion 22 Autorité de Contrôle Administratif avec les dirigeants de l'Académie et de l'Autorité de Contrôle Administratif et leurs familles

A été organisée à l'Académie militaire supérieure égyptienne la cérémonie de graduation des membres civils de la promotion 22 Autorité de contrôle après la fin de la formation et ce, en coordination entre l'Autorité de contrôle et l'Académie.

La cérémonie ayant commencé par la discussion de la recherche de promotion à laquelle ont pris part un nombre d'étudiants, discussion ayant montré le haut niveau éducatif qu'ont atteint les étudiants au cours des études à l'académie ; a été exposé également l'état de formation des étudiants comme l'on a annoncé le résultat de fin de formation. Ensuite, un film sur le rapport de la réussite de la formation a été tourné pour montrer les étapes de préparation et la mise à exécution à commencer par la réception des étudiants, passant par la formation spécialisée selon les méthodes scientifiques sophistiquées à l'Académie militaire.

Dans son allocution le ministre Amr Adel président de l'Autorité du contrôle a adressé ses remerciements au commandement général des forces armées pour les efforts sincères déployés dans la formation et le savoir accordés aux étudiants pour qu'ils présentent le bon exemple où ils travaillent, il leur a recommandé de maintenir le niveau acquis tant des valeurs que de morale au cours de la période d'étude.

Et d'ajouter pour le ministre, nous sommes réunis pour attester l'honneur qu'ont eu les étudiants de la promotion 22 de rejoindre la militaire égyptienne digne, en application des directives du président Abdel Fatah Al Sissi et en rejoignant la formation à l'Académie militaire tout au long de six mois ; ces directives s'accordent bien avec un agenda national pur qui traduit l'application des objectifs du plan stratégique à long terme de l'Etat.

Le directeur de l'Académie militaire égyptienne Achraf Salem Zaher a donné une allocution félicitant les diplômés, leur souhaitant le succès dans l'avenir, il a souligné le souci des forces armées d'assurer tous les moyens nécessaires susceptibles de fournir aux diplômés l'expérience scientifique et pratique les aidant à assumer convenablement leurs tâches.

A la fin de la cérémonie, a eu lieu l'échange des shields en l'honneur des premiers diplômés ayant pris des photos souvenirs.

Ont assisté également à la cérémonie des membres du corps enseignant à l'Académie et les hauts fonctionnaires à l'Autorité de contrôle et l'Académie nationale de lutte contre la corruption.



Une partie des visites des étudiants aux différentes entités lors du cours de formation





**L'impact des données et des informations sur les capacités décisionnelles**

Dossier du Numéro

# Le développement économique en chiffres



**Dr/Ghada Mohamed Mohsen**  
Directrice générale au Centre  
d'Information et d'Aide à la Décision

Il existe de nombreuses opinions sur la qualité des performances et des politiques menées par l'État égyptien, mais il est certain que les chiffres et les indicateurs restent la norme sur laquelle nous pouvons nous fier définitivement en vue de déterminer et mesurer l'impact du développement, c'est également le guide pour juger les politiques et procédures menées sur le terrain, car les chiffres et les indicateurs et leur évolution négative ou positive ne connaissent pas de biais, et ne peuvent pas pencher vers une faction sans une autre. C'est pourquoi, le présent article se concentre sur le suivi des caractéristiques les plus importantes et des indicateurs directeurs de l'économie égyptienne, en extrapolant l'élaboration de données et d'indicateurs de performance; en plus d'examiner les évaluations et prévisions les plus importantes publiées par les institutions internationales et régionales afin de décrire l'état et la performance des secteurs économiques en Égypte. Et cela par conviction de l'importance de données, d'informations et d'indicateurs précis, actualisés et intégrés et de leur cohérence avec les définitions internationales afin de pouvoir établir des profils de développement, mesurer son développement temporel et spatial, servir à des fins de comparaison régionale et internationale, les relier aux efforts et programmes entrepris, évaluer les efforts de développement et l'impact des politiques et programmes de développement et prendre des mesures correctives sur des bases scientifiques documentées par des données locales et internationales et des indicateurs de performance, loin des opinions, spéculations, préjugés et controverses, qui ne reposent sur aucune méthodologie scientifique ni preuves claires et constantes ou critères de mesure et d'évaluation. Et cela dans le but de pouvoir identifier les secteurs proches d'atteindre les objectifs, ce qui a donné un résultat international reflété sur l'amélioration des indicateurs et le classement de l'Égypte aux niveaux mondial et régional, en plus de son impact sur l'approche des moyennes de performance aux moyennes de performance mondiales, obtenant des éloges internationaux de premier plan de prestigieuses organisations internationales dans tous les secteurs de développement, ce qui a permis d'identifier les secteurs de développement qui nécessitent plus d'efforts supplémentaires et de corriger le chemin pour atteindre les objectifs de développement souhaités.



Avant de suivre les chiffres et indicateurs directeurs, il est nécessaire de jeter un regard global sur la situation mondiale, qui a certainement de fortes répercussions sur la situation locale et régionale, dans un environnement mondial semé d'embûches et de défis, et ce à quoi le monde assiste depuis 2020 de la plus forte augmentation de la dette depuis la Seconde Guerre mondiale et l'arrivée de la dette totale mondiale à 303 billions de dollars, en plus des crises mondiales qui ont frappé le monde en 2022, à partir de la crise des chaînes d'approvisionnement à la crise russo-ukrainienne, et les développements dont ont été témoins les marchés financiers mondiaux, sous des hausses continues et fréquentes des taux d'intérêt sur les marchés des économies avancées, ainsi que les conflits géopolitiques qui ont fait rage récemment et ont provoqué une sortie à grande échelle des capitaux des marchés émergents, les plus touchés, choquant ainsi l'économie mondiale, et incitant les institutions internationales à réduire les prévisions de croissance de l'économie mondiale, alors que les prévisions du FMI pour le taux de croissance mondial en 2022 sont tombées à environ 3,2% contre environ 6% en 2021. L'Égypte a subi de graves dommages en conséquence, comme d'autres pays, mais le FMI s'attendait à ce que l'économie égyptienne atteigne un taux de croissance allant jusqu'à 6,6% en 2022, pour figurer parmi les 10 premiers pays au monde en termes d'attentes de croissance, le premier en Afrique, et le quatrième dans les pays arabes. Cela a été confirmé par les prévisions de la Banque mondiale en juin 2022, prévoyant une augmentation du taux

de croissance de l'économie égyptienne pour atteindre 6,1% en 2022, supérieure à la prévision moyenne mondiale, qui a atteint 2,9% en 2022, et supérieure à la prévision moyenne pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, qui a atteint 5,3%, et dans le même contexte, le Fonds Monétaire arabe, en août 2022, a prédit que la croissance de l'économie égyptienne en 2022/2023 deviendrait de 5,5%.

Ces prévisions émises par des organisations internationales et régionales ayant de l'expérience et du poids dans l'évaluation des politiques, procédures et situations vécues par les pays par des chiffres, des indicateurs et des prévisions économiques, confirment leur vision positive de l'économie égyptienne et leur confiance dans les efforts et réalisations sur le terrain en Égypte, notamment :

**Les prévisions du FMI pour le taux de croissance mondial en 2022 sont tombées à environ 3,2% contre environ 6% en 2021. L'Égypte a subi de graves dommages en conséquence, comme d'autres pays, mais le FMI s'attendait à ce que l'économie égyptienne atteigne un taux de croissance allant jusqu'à 6,6% en 2022, pour figurer parmi les 10 premiers pays au monde en termes d'attentes de croissance.**

Le programme du gouvernement égyptien pour soutenir les exportateurs et rembourser les charges.

Présentation d'un document de politique de propriété de l'État afin de déterminer la politique de l'État à l'égard de ses actifs publics.

Renforcer le rôle du secteur privé et accroître la dépendance à l'égard des produits locaux, l'État visant à renforcer la participation du secteur privé à l'économie égyptienne et à augmenter sa contribution aux investissements mis en œuvre de 65% au cours des trois prochaines années.

Élaboration d'un plan de réduction de la dette publique et du déficit budgétaire au cours des 4 prochaines années

Développement d'une vision intégrée pour revitaliser la Bourse égyptienne

Cibler la localisation d'industries équivalentes à 23% du total des importations égyptiennes au cours des 5 prochaines années.

Augmenter les exportations égyptiennes de 100 milliards de dollars en 3 ans.

En effet, l'économie égyptienne a pu atteindre un taux de croissance de 6,6% en 2021/2022, malgré tous les chocs et crises mondiaux qui ont jeté une ombre sur tous les pays et régions géographiques.

Dans ce contexte, la Banque mondiale a salué la baisse continue du déficit budgétaire égyptien malgré les crises mondiales dont le monde a été témoin, et a également salué dans un autre rapport les réformes menées par le gouvernement en macroéconomie, les efforts de transformation numérique et l'encouragement de l'inclusion



**Selon la liste Forbes de septembre 2022, 6 entreprises égyptiennes figuraient parmi les 100 entreprises familiales arabes les plus fortes du Moyen-Orient en 2022, et l'Égypte est devenue la première en Afrique en termes d'exportations de services en 2021, suivie du Maroc, du Ghana, de l'Afrique du Sud et de l'Éthiopie selon la CNUCED. De même, l'Égypte se classe au troisième rang en Afrique en termes d'exportations de marchandises et selon la Banque mondiale en novembre 2022, l'Égypte figurait parmi les 5 premiers pays au monde à recevoir des envois de fonds de travailleurs à l'étranger, avec une valeur de 32 milliards de dollars en 2022.**

financière. Selon la liste Forbes de septembre 2022, 6 entreprises égyptiennes figuraient parmi les 100 entreprises familiales arabes les plus fortes du Moyen-Orient en 2022, et l'Égypte est devenue la première en Afrique en termes d'exportations de services en 2021, suivie du Maroc, du Ghana, de l'Afrique du Sud et de l'Éthiopie selon la CNUCED. De même, l'Égypte se classe au troisième rang en Afrique en termes d'exportations de marchandises et selon la Banque mondiale en novembre 2022, l'Égypte figurait parmi les 5 premiers pays au monde à recevoir des envois de fonds de travailleurs à l'étranger, avec une valeur de 32 milliards de dollars en 2022.

Par conséquent, l'Égypte a été accueillie en tant qu'invité d'honneur de cette année au Forum économique international de Saint-Petersbourg lors de sa 25e session, et un grand pavillon lui a été dédié pour présenter les réalisations de l'économie égyptienne.

En considérant les composantes de l'infrastructure soutenant la finance, les entreprises et l'économie égyptienne, nous constatons qu'il y a 4 656 agences bancaires en Égypte et 19,01 mille guichets automatiques jusqu'en 2021, cette croissance résulte du développement, des investissements, des projets et de l'exploitation. Et en examinant les marchés de financement, d'emprunt et d'investissement, qu'il s'agisse d'investissements publics ou d'investissements directs étrangers, nous pouvons déterminer les performances de l'Égypte dans ce secteur vital, qui contribue à l'augmentation des taux de croissance économique et à la réalisation d'un développement économique ciblé, en plus de son rôle dans la création de nouveaux emplois et la réduction des taux de chômage.

Le crédit accordé aux petites et micro-entreprises a augmenté pour atteindre 3 186 emprunteurs du Fonds de Développement local en 2021/2022, et 57,59% du crédit total est concentré dans 5 gouvernorats, à savoir: (Minya-Dakahlia-Beni Suef-Sharqiyah-Sohag), afin de développer et soutenir des projets et injecter des opportunités d'emploi en Haute-Égypte. La même année, l'Agence de développement des moyennes, petites et micro-entreprises a accordé des prêts totalisant 4,50 milliards de livres à des micro-entreprises, ce qui a contribué à ajouter environ 164,06 mille projets et à générer plus d'opportunités d'emploi. L'intérêt pour le financement des moyennes, petites et micro-entreprises s'est reflété dans la progression de l'Égypte de 48 rangs dans l'Indice de Financement des PME, un sous-indice de l'Indice de Compétitivité Mondiale, publié par le Forum économique mondial, où dans la dernière version de l'Indice, l'Égypte est classée 41e sur 141 pays, après avoir été classée 89e en 2018, et a également progressé de 24 rangs dans l'Indice de protection des petits investisseurs, un sous-indice de l'Indice de facilité de Faire des Affaires, publié par la Banque mondiale, et est devenue 57e sur 190 pays en 2020, après avoir été classée 81e en 2018.

Les données de la Banque centrale d'Égypte indiquent que les flux d'investissements directs étrangers en Égypte ont doublé, passant de 4,2 milliards de dollars en 2013/2014/ à 8,9 milliards de dollars en 2021/ 2022, ce qui représente la valeur la plus élevée des investissements directs étrangers en Égypte depuis 2010 /2011, indiquant que les flux d'investissements ont doublé de plus de 15 fois par rapport à 2005/2006/, faisant de l'Égypte le deuxième plus grand bénéficiaire d'investissements directs étrangers en Afrique et le troisième plus grand bénéficiaire d'investissements dans les pays arabes, obtenant ainsi 16,4% du total des flux dans les pays arabes en 2021; et conservant la première place parmi 54 pays africains en tant que meilleure destination attractive pour les investissements en Afrique en 2021, selon l'Indice d'Attractivité des investissements sur le continent africain. Il y a un autre indicateur positif du déplacement des préférences en matière d'investissements directs étrangers en Égypte vers les secteurs non pétroliers : selon les données de la Banque centrale d'Égypte, plus d'un quart de ces investissements (26,50%) provenaient de la part du secteur industriel, conformément au plan ambitieux fixé par l'Égypte pour augmenter les investissements dans les secteurs de développement réel qui sont d'une grande importance, par opposition aux investissements dans les secteurs extractifs, car ce n'est pas le volume des flux mais leur qualité qui détermine l'étendue des avantages réels profitant au développement de l'État et améliorant le niveau de vie des citoyens. Cela s'est reflété dans la baisse des investissements dans les secteurs pétrolier et extractif, contrairement à l'augmentation des investissements dans l'industrie, l'agriculture et les secteurs du développement réel.

Les dernières données officielles annoncées sur le site Internet

**Les données de la Banque centrale d'Égypte indiquent que les flux d'investissements directs étrangers en Égypte ont doublé, passant de 4,2 milliards de dollars en 2013/2014/ à 8,9 milliards de dollars en 2021 /2022, ce qui représente la valeur la plus élevée des investissements directs étrangers en Égypte depuis 2010/2011/, indiquant que les flux d'investissements ont doublé de plus de 15 fois par rapport à 2005/2006/, faisant de l'Égypte le deuxième plus grand bénéficiaire d'investissements directs étrangers en Afrique et le troisième plus grand bénéficiaire d'investissements dans les pays arabes**

du ministère des Finances et de la banque centrale, pour l'année en cours 2023, montrent un ensemble d'indicateurs positifs, à savoir :

L'augmentation de 51,9% des investissements directs étrangers nets en Égypte au cours du deuxième trimestre 2022 /2023 par rapport à la même période de l'année précédente.

La Croissance de 16,5% des revenus du canal de Suez (l'une des principales sources de devises étrangères) au premier trimestre 2022/1,97) 2023/ milliards de dollars), par rapport au même trimestre 2021/ 2022.

Les indicateurs pour l'exercice se terminant en juin 2022 montrent des résultats relativement positifs, malgré des défis externes de grande ampleur, le déficit budgétaire primaire (qui dure depuis plus de 21 ans) s'est transformé en un excédent primaire de 1,3%, et le budget pour l'exercice 2023/2024/ vise à atteindre un excédent primaire de 2,5% du PIB.

Le budget a réalisé un excédent primaire d'environ 100,4 milliards de livres en 2021/2022/ contre 93,2 milliards de livres pour la même période de l'exercice précédent, et le gouvernement vise à atteindre environ 295,6 milliards de livres dans le budget en 2023/2024/ en plus d'augmenter les recettes fiscales à environ 12,6% du PIB en 2021/2022/ grâce à des travaux de développement et de numérisation qui ont permis d'élargir l'assiette fiscale, et déterminer plus précisément la communauté fiscale, dans le but d'augmenter ce pourcentage à 12,9% dans le budget de l'exercice 2023/2024-.

Le FMI s'attend à ce que les flux nets d'investissements directs étrangers vers l'Égypte suivent une tendance générale à la hausse pour atteindre 17,1 milliards de dollars en 2024/2025/. Ces attentes sont le résultat des nombreuses mesures prises par l'Égypte ces dernières années pour améliorer le climat des affaires, ce qui en a fait l'un des marchés les plus attractifs pour les investissements étrangers sur le continent africain et au Moyen-Orient dans le but de libérer le secteur privé, attirer les investissements, accroître l'orientation vers l'exportation et créer plus d'opportunités d'emploi. Parmi les efforts les plus importants déployés pour soutenir et améliorer l'environnement d'investissement :

L'approbation par le Conseil des Ministres du projet de résolution du président de la République sur la formation du «Conseil Supérieur de l'Investissement».

La Création d'une unité permanente au sein du Conseil des ministres spécialisée dans la résolution des problèmes des investisseurs et des entreprises locales et étrangères opérant en Égypte dans diverses activités économiques.

Le Lancement d'une plateforme électronique affiliée au Conseil des ministres pour enregistrer les plaintes des investisseurs : (www.invest.shakwa.eg), comprenant un certain nombre de services majeurs.

Surmonter un certain nombre de problèmes liés aux douanes, aux taxes, aux approbations d'importation, à la délivrance de registres industriels et aux licences d'exploitation.

Le Lancement d'un site internet pour recevoir les demandes des investisseurs souhaitant obtenir la «Licence Dorée», lancée par l'État; pour faciliter la délivrance des licences de projet et d'exploitation, la «Licence Dorée» est une approbation unique pour la mise en place, l'exploitation et la gestion du projet, y compris les licences de construction, et l'attribution des biens immobiliers nécessaires.

Réduire la période de délivrance des licences et des approbations pour la création et l'exploitation de projets d'investissement.

Réduire le coût de création d'entreprises unipersonnelles, en réduisant le capital minimum de 50 mille livres à mille livres.

La formation d'un comité pour l'attribution immédiate des terrains industriels annexés, conformément à la décision du Premier ministre n ° 2067 de 2022, chargé de fixer les règles et procédures d'attribution des terrains industriels par le système d'utilisation et de les mettre à disposition aux prix du coût d'équipements.

L'attribution des terrains par droit d'usufruit d'une valeur annuelle (5%) du prix au mètre, en fixant le coût de l'usufruit annuel pendant les quatre premières années du contrat.

La Mise en place du Comité supérieur de neutralité concurrentielle, affilié à la présidence du Conseil des ministres et chargé d'élaborer les normes et règles nécessaires pour les autorités administratives de l'État; afin d'assurer la compatibilité de ses politiques et décisions avec les politiques de concurrence et le principe de neutralité concurrentielle.

Le Lancement du document sur la propriété de l'État, visant à une plus grande participation du secteur privé à l'économie égyptienne.

La Publication de la Loi douanière n ° 207 de 2020, qui prévoit de nouvelles facilités pour traiter avec les douanes et contribue à résoudre les litiges entre les propriétaires de marchandises et l'autorité douanière.

Activer les comités d'inspection conjoints dans les ports et les bureaux de douane et les relier électroniquement à toutes les autorités compétentes afin de faciliter et accélérer les processus d'inspection et de dédouanement douaniers.

Revoir et simplifier le cycle procédural et documentaire de la mainlevée douanière, avec l'application de la mécanisation et du système électronique pour tous les ports ; afin de relier les bureaux de douane et les accès terrestres dans toute la République.

L'Application du système de pré-enregistrement pour les expéditions à partir d'octobre 2021, qui est un système douanier moderne, basé sur la disponibilité des données ou documents d'expédition (facture préliminaire ou bon de commande et connaissance préliminaire) au moins 48 heures avant l'expédition vers le pays d'exportation, ce qui contribue à réduire le temps et le coût du dédouanement, à l'arrivée de l'envoi. L'Égypte est l'un des premiers pays de la région à mettre en œuvre le système douanier ACL, conformément à l'évolution des systèmes mondiaux dans le domaine du commerce transfrontalier.

L'Activation du système de piste verte, de l'inspection virtuelle, de l'échantillonnage aléatoire et des listes blanches pour libérer immédiatement les expéditions incluses dans ces listes.

De même, l'Égypte possède des atouts d'investissement favorables et attractifs représentés par la présence d'un grand marché de consommation, une structure économique flexible et diversifiée, des infrastructures de soutien, des accords de libre-échange qui donnent accès à 1,5 milliard de consommateurs dans le monde, une main-d'œuvre jeune, en plus de la compétitivité des salaires, l'existence de zones franches égyptiennes avec leurs avantages et leurs incitations, la stabilité politique de l'État et la force de l'État de droit.

L'Agence Fitch, en juin 2022, a salué l'élan sans précédent actuellement observé par l'Égypte pour mettre en œuvre de nombreuses réformes économiques soutenant le secteur des entreprises, et l'activation de la Licence Dorée pour l'investissement. Et en novembre 2022, Fitch a relevé le score de l'Égypte dans le suivi des réformes de 6 degrés au troisième trimestre de 2022 à 6,5 degrés au quatrième trimestre de la même année, enregistrant un score supérieur à la moyenne régionale de 4,4 degrés.

De plus, le classement de l'Égypte dans le sous-indice de démarrage d'entreprise de l'Indice de facilité de faire des affaires s'est amélioré en 2020 par rapport à 2019, et a progressé de 15 positions dans le sous-indice de protection des petits investisseurs de l'Indice de facilité de faire des affaires en 2020 par rapport à 2019.

D'autre part, les indicateurs internationaux soulignent la nécessité pour l'Égypte de déployer d'efforts supplémentaires afin d'améliorer les indicateurs du commerce international et les indicateurs du commerce transfrontalier, en plus de la nécessité d'élaborer une stratégie nationale pour augmenter et améliorer la productivité des travailleurs en tant que critère de base nécessitant une amélioration, et un soutien pour accroître l'attraction des investissements étrangers, outre le besoin urgent de résoudre la complexité des procédures de démarrage d'entreprise, de réduire les charges d'importation et



d'augmenter le crédit disponible pour encourager les investissements privés. Notons que le pourcentage de crédit intérieur accordé au secteur privé en pourcentage du PIB a atteint 27,1% en 2020, par rapport à 147% en moyenne mondiale, et à 119% pour les pays à revenu faible et intermédiaire, ce qui entraîne la baisse de la valeur de l'Indice égyptien dans l'Indice de Compétitivité mondiale en termes de crédit accordé au secteur privé, en plus du besoin urgent de renforcer la protection de la propriété intellectuelle, et de déployer plus d'efforts à ce qui se fait actuellement par le lancement de l'Etat de la stratégie nationale pour la propriété intellectuelle en septembre 2022, afin de contribuer à créer un environnement stimulant pour l'innovation en encourageant les chercheurs à innover dans tous les domaines. Cette stratégie contribue également à la réalisation des objectifs de la Vision 2030 de l'Égypte, afin de créer une société innovante. En outre, l'État vise à augmenter la part du secteur privé d'environ 65% d'ici 3 ans, à enregistrer le secteur informel, qui augmente son pourcentage en Égypte, et à accroître l'orientation des investissements vers les secteurs productifs plus que les secteurs des services.

L'amélioration continue et la solution durable de tous les problèmes et obstacles auxquels sont confrontés les investissements sont la meilleure preuve de l'attention que l'État attache à ce dossier en lui accordant une importance particulière en tant que base et moteur stratégique pour le développement et le fonctionnement vers un avenir meilleur pour l'Égypte et pour les générations futures. En fait, l'État égyptien traverse une étape importante, obligeant toutes les parties à travailler vers un objectif principal important ; celui d'accroître la participation du secteur privé aux investissements réalisés par l'État égyptien, conformément à la nouvelle idéologie économique et au passage de la dépendance à l'égard du secteur public afin de donner plus d'espace au secteur privé pour jouer un rôle plus large dans l'économie et l'environnement d'investissement ainsi que l'encourager à prendre les devants avec l'État dans la prochaine phase, dans le but d'accélérer et de faciliter les procédures pour attirer le plus grand volume d'investissement. La dernière en date était la liste des dernières mesures annoncées par le Conseil suprême de l'investissement, alors que l'État égyptien accélère son rythme afin de soutenir et d'améliorer le climat d'investissement et d'attirer les investissements locaux et étrangers (directs et indirects), à un moment où l'économie égyptienne fait face à de nombreuses difficultés et obstacles. A cette fin l'Égypte a pris un certain nombre d'initiatives incitatives en vue de surmonter les obstacles pour les investisseurs, croyant au rôle de l'investissement direct étranger et à son impact sur les indicateurs macroéconomiques et de développement directement et rapidement, ce qui se reflète dans le produit national brut et le taux de change, augmente la production et les exportations, réduit les importations et améliore la balance commerciale, en plus d'absorber un grand nombre d'emplois, ce qui affecte positivement les taux de chômage.

Les récentes décisions d'investissement annoncées constituent une véritable révolution améliorant le climat d'investissement en Égypte afin de maintenir les investissements actuels et de leur donner la possibilité de se développer, en plus d'augmenter les investissements

**L'État égyptien traverse une étape importante, obligeant toutes les parties à travailler vers un objectif principal important ; celui d'accroître la participation du secteur privé aux investissements réalisés par l'État égyptien.**

étrangers, et de contribuer au maintien d'un environnement d'investissement stable propice à la planification, à la prévision et à la préparation des études de faisabilité des projets, à la fois en termes de stabilité du taux de change, de stabilité de l'environnement juridique et législatif, de stabilité des politiques fiscales dans l'État et de l'existence d'une carte législative fiscale claire pour les cinq prochaines années, servant à approfondir l'état de certitude et de confiance des investisseurs; ces mesures comprennent entre autres :

L'octroi de licences pour des projets industriels basés sur le gaz naturel dans le cadre du système des zones franches.

Un Délai de dix jours pour obtenir toutes les approbations lors de la création d'entreprises, ce qui renforce la confiance dans le climat d'investissement en Égypte.

Le Lancement d'une plate-forme électronique unifiée pour la création, l'exploitation et la liquidation de projets et approbation des amendements à la loi sur la signature électronique (loi n° 15 de 2004) et saisine du Parlement, réduisant ainsi les barrières bureaucratiques et simplifiant les procédures.

Des Amendements législatifs pour surmonter les restrictions à la

**L'amélioration continue et la solution durable de tous les problèmes et obstacles auxquels sont confrontés les investissements sont la meilleure preuve de l'attention que l'État attache à ce dossier en lui accordant une importance particulière en tant que base et moteur stratégique pour le développement et le fonctionnement vers un avenir meilleur pour l'Égypte et pour les générations futures.**



**Les récentes décisions d'investissement annoncées constituent une véritable révolution qui améliore le climat d'investissement en Égypte afin de maintenir les investissements actuels et de leur donner la possibilité de se développer, en plus d'augmenter les investissements étrangers, et de contribuer au maintien d'un environnement d'investissement stable propice à la planification**



**Le secteur industriel revêt une importance particulière dans l'économie égyptienne, étant le secteur économique le plus élevé en valeur de la production en 2022, outre sa contribution au PIB aux prix courants de 16,80% en 2021/2022/, occupant la deuxième place parmi les secteurs économiques dans le taux de croissance, qui a atteint 9,57% et la première place parmi les secteurs économiques à l'exportation**

propriété foncière et faciliter la propriété de biens immobiliers par des étrangers.

Élargir la délivrance de la Licence Dorée et considérer qu'elle ne se limite pas aux entreprises créées pour établir des projets stratégiques ou nationaux, et modifier les articles les réglementant pour garantir que les entreprises créées avant la loi sur l'investissement de 2017 puissent se voir accorder cette licence.

Transférer la subordination des appareils de réglementation aux secteurs des services publics pour assurer leur indépendance. Dans le but de séparer la propriété de la gestion

Ne pas accorder de traitement préférentiel aux entreprises et entités publiques afin de renforcer la neutralité concurrentielle sur le marché égyptien.

La Mise en place d'une unité au sein du Conseil des ministres pour collecter les données des entreprises publiques afin d'unifier les cadres pour toutes ces entreprises, à condition que le résultat de leurs travaux soit soumis tous les 3 mois

L'Inscription de l'investisseur étranger au Registre des importateurs, même s'il n'obtient pas la nationalité égyptienne, dans le cadre des efforts visant à faciliter les procédures d'importation pour l'investisseur étranger.

Ne pas ajouter de charges financières ou procédurales liées à la création ou au fonctionnement de projets d'investissement qu'après

avoir obtenu l'approbation du conseil d'administration de l'Autorité Générale des Investissements, du Conseil des ministres et du Conseil Supérieur de l'investissement, afin de faire face aux charges supplémentaires imposées aux investisseurs.

Contrôles clairs en cas d'imposition de frais afin que l'investisseur ne paie pas les mêmes frais à plusieurs parties

Introduire un système de compensation entre les obligations dues aux investisseurs et leurs charges fiscales.

Rembourser la TVA et accélérer les procédures dans les 45 jours. Annoncer rapidement le document des politiques fiscales de l'État pour les 5 prochaines années.

Finaliser les amendements à la loi sur le transfert de bénéfices pour les holdings et filiales afin d'assurer la réduction des charges fiscales et d'éviter la double imposition.

Trois mois seulement pour indemniser les investisseurs en cas de litiges immobiliers, avec l'obligation pour les autorités administratives d'intensifier les négociations avec les investisseurs sur une indemnisation appropriée, ce qui renforce la confiance dans le climat d'investissement en Égypte.

Passer un contrat avec un bureau de conseil mondial afin d'élaborer une stratégie d'investissement claire et développer des mécanismes susceptibles d'améliorer le classement de l'Égypte dans l'Indice de facilité de faire des affaires dans les années à venir et d'atteindre l'objectif national d'augmenter les taux d'investissement de 25% à 30% .

La modification de neuf articles de la loi sur les zones économiques et l'octroi d'avantages et d'exemptions supplémentaires.

Une unité permanente au sein du Conseil des ministres spécialisée dans l'élaboration des politiques, lois et règlements des entreprises en démarrage.

Recevoir les plaintes des entreprises en démarrage et développer des solutions appropriées pour chacune d'elles

Adopter un ensemble intégré d'incitations et de facilités à l'appui d'un certain nombre de secteurs et de projets afin de réaliser un saut qualitatif dans les secteurs économiques prioritaires, à savoir; projets agriculture – énergie - production d'hydrogène vert, en plus des droits d'exportation et de douane.

Charger le gouvernement de préparer et de traiter les décisions adoptées et de les mettre en œuvre dès que possible.

Toutes ces mesures et politiques adoptées par le gouvernement visant à augmenter les investissements et les projets de développement nationaux et géants, qui ont contribué à augmenter l'emploi et à réduire les taux de chômage, ont eu de forts effets sur le marché du travail en Égypte, notant que toutes les données, statistiques et indicateurs régissant le marché du travail ont indiqué une baisse des taux de chômage, sur un total de 29,36 millions de personnes représentant la population active totale (15 - 64 ans), dont 27,19 millions sont employés, alors qu'il y a 2,17 millions de chômeurs, contre 3,60 millions de chômeurs en 2016, malgré l'énorme augmentation démographique au cours de ces années et les crises économiques, sociales, sanitaires et géopolitiques subies par tous les pays du monde.

61% des salariés sont concentrés dans 4 secteurs, à savoir l'agriculture (19,24%) avec environ 5,2 millions de salariés, suivie du commerce de gros et de détail (15%) avec un total de 4,1 millions de salariés, puis de la construction (13,75%) et de l'industrie manufacturière (12,56%) du total des salariés.

En fait, l'État accorde une grande attention au secteur industriel, qui revêt une importance particulière dans l'économie égyptienne, étant le secteur économique le plus élevé en valeur de la production en 2022, outre sa contribution au PIB aux prix courants de 16,80% en 2021/2022/, occupant la deuxième place parmi les secteurs économiques dans le taux de croissance, qui a atteint 9,57%, la première place parmi les secteurs économiques à l'exportation de 58,88%, et la quatrième place en termes d'absorption d'emplois de 12,54%, ce qui a incité l'État à diriger le plus grand pourcentage d'investissements publics parmi les autres secteurs économiques vers l'industrie de 6,08%, et c'était également le secteur le plus attractif pour les flux d'investissements directs étrangers en 2021/2022/ de 26,49%.

Il est suivi par le secteur agricole, qui est le deuxième secteur économique en termes de valeur de production, et dans sa contribution au PIB de 11,51%, et le premier secteur économique en termes d'absorption de main-d'œuvre en République arabe d'Égypte.

Et comme Anthony Robbins l'a déclaré : « La réussite n'est pas le résultat d'un pas géant, mais c'est le résultat d'un ensemble de petits pas » dont nous avons fait une partie, en réalisant un progrès et un développement tangibles, et nous cherchons maintenant à terminer le chemin que nous avons commencé vers un avenir et un rêve que nous créons. Nous sommes fiers de participer à la construction d'une Patrie vraiment majestueuse qui mérite que ses compatriotes se donnent la main pour façonner son avenir afin de répondre aux espoirs et aux aspirations de tous les citoyens et des générations futures à travers la République arabe d'Égypte.



## L'Infrastructure informatique de l'État égyptien vise à améliorer la qualité de vie des citoyens

**Général de brigade ingénieur/ Tamer Hawash**  
**Chef de l'administration centrale de l'Infrastructure informatique**  
**A l'Organisme de l'Informatique de l'Autorité de Contrôle**  
**Administratif**

**L'Égypte, comme d'autres pays du monde, est confrontée à des changements structurels dus à la révolution numérique, qui a changé le mode de vie, la façon de faire des affaires et la façon de faire face à divers défis sociétaux. La révolution numérique a également inexorablement affecté la qualité de la vie humaine, élevé les attentes des gouvernements, contrôlé le mode de vie social, économique, culturel et de service, augmenté sa rapidité et son efficacité et fourni des solutions qui n'existaient pas auparavant.**

En fait, le développement technologique rapide a contribué à maximiser les rendements économiques, sociaux, culturels et de services, à améliorer les services fournis aux citoyens ainsi que l'environnement de performance des entreprises et à fournir des applications et des solutions aux défis auxquels sont confrontés divers secteurs de développement. En plus d'accélérer la réalisation des objectifs de développement et de stimuler la croissance du produit intérieur brut en réalisant des sauts qualitatifs et en développant des méthodes innovantes de mécanismes d'action. Le rythme de ces développements devrait s'accélérer dans les années à venir étant donné que le développement technologique est transfrontalier, flexible, ne nécessite pas d'investissements élevés et permet un retour rapide sur le développement. En outre, il s'agit d'une ressource économique autonome contribuant à la réalisation d'une valeur ajoutée élevée qui se traduit par une augmentation des revenus et une amélioration du niveau de vie. Le développement est devenu lié à la capacité de suivre ce développement technologique rapide, de sorte que l'État a pris les mesures nécessaires pour se transformer en une société numérique.

La transformation numérique est le nerf du développement technologique et pour qu'elle soit complètement achevée, il était nécessaire de démarrer le projet d'infrastructure informatique de l'État égyptien, qui représente la pierre angulaire du processus de transformation numérique de manière efficace et efficiente sur la base de données et d'informations précises. L'infrastructure informatique représente la véritable force de l'État égyptien pour soutenir la prise de décision dans divers domaines (économique, social, culturel, environnemental, éducatif et sanitaire) sur la base de données réelles et non d'une estimation statistique incertaine à travers laquelle les besoins de l'État ne peuvent pas être correctement satisfaits dans tous les domaines et services en cours de transformation numérique. De plus, l'infrastructure informatique aide le gouvernement à fournir des services de manière automatisée. D'autre part, l'intégration des bases de données des entités de l'État, leur traitement et l'amélioration de la qualité de leurs données contribuent à gagner du temps pour la recherche et l'accès aux données, sont la force fondamentale de l'infrastructure informatique qui facilite l'échange de données et d'informations entre différents systèmes et préserve la confidentialité des données des citoyens.

La mise en œuvre du projet d'infrastructure informatique de l'État égyptien a débuté au cours de l'année 2016 par l'Autorité de Contrôle Administratif et avec l'aide du Ministère des Communications et des Technologies de l'information

avec la vision de construire une infrastructure informatique précise sur des bases scientifiques afin de fournir des informations précises aux responsables pour l'élaboration des politiques et la gouvernance représentées par des services automatisés en vue d'améliorer la qualité de vie des citoyens. Le rôle du Ministère des communications et des technologies de l'information est assez clair, étant l'entité concernée par les communications et les technologies de l'information pour les agences gouvernementales et les entités de l'État. En fait, le Ministère possède les connaissances techniques, les moyens et la capacité de préparer et de mettre en œuvre un projet d'une telle envergure. D'autre part, l'Autorité de Contrôle Administratif assume les rôles suivants :

Utiliser les données collectées pour fournir les règles et directives nécessaires à la détection des cas de fraude et d'infractions administratives de toutes sortes dans le cadre du service de contrôle du travail.

Assurer une pleine coopération entre les agences gouvernementales, car la coopération entre elles est l'un des principaux défis de la modernisation des services gouvernementaux.

Suivre la mise en œuvre du projet au quotidien et superviser le support technique.

Fournir aux responsables des données et des statistiques afin d'améliorer la qualité de vie du citoyen.

Il convient de noter que l'infrastructure informatique de l'État égyptien a été mise en œuvre avec l'aide de grandes entreprises internationales travaillant dans le domaine des technologies de l'information en plus des entreprises égyptiennes travaillant dans le même domaine. Plus de 500 ingénieurs y travaillent depuis 2016 directement dans les domaines de l'analyse des données, de la conception et de la mise en œuvre de logiciels, des réseaux, de la sécurité des données et de l'intelligence artificielle, et plus de 30 docteurs spécialisés dans les domaines de l'économie, de la sociologie, des statistiques et de l'intelligence artificielle, en plus des opportunités d'emploi qui sont rendues disponibles indirectement, on estime qu'environ 20 mille opportunités ont été disponibles depuis le début du projet directement et indirectement.

L'infrastructure informatique de l'État égyptien a été mise en œuvre en trois étapes - la quatrième (future) étape est en cours - comme suit :

La première étape a été réalisée du 1/7/2016 au 30/6/2017 sous le nom du Projet visant à maximiser les capacités de contrôle de l'État égyptien afin d'étudier les bases de données et les systèmes existants dans les entités de l'État et de travailler à leur intégration et à la mise en place d'un registre unifié des

citoyens.

Une infrastructure technologique de base a été mise en place (y compris les équipements- les serveurs – les câbles de connexion – l'équipement d'un Centre d'information pour héberger le projet- le démarrage de la préparation des cadres humains). Au cours de la phase de mise en œuvre, il était prévu d'intégrer 9 bases de données des entités de l'État, mais lors de la mise en œuvre, les taux de performance ont été dépassés et 34 bases de données ont été obtenues des entités de l'État pour former la structure de base de la vision globale du citoyen (Registre unifié des citoyens). Les problèmes dans les bases de données ont été étudiés, analysés et découverts et on a travaillé à améliorer ces bases avant de les lier. Des applications ont été créées aidant à l'intégration des bases de données de manière automatisée, dont la plus importante est de compléter les numéros nationaux manquants en déduisant les relations de manière automatisée. Il convient de noter que ces applications sont devenues la propriété intellectuelle de l'État et sont actuellement utilisées pour compléter les numéros nationaux de manière automatisée pour les entités de l'État. De plus, les entités de l'État ont été aidées à améliorer la qualité de leurs bases de données en complétant les données, en travaillant à la normalisation des bases de données et en établissant des contrôles techniques en obligeant les entités à compléter les données, telles que l'enregistrement obligatoire du numéro national dans toutes les bases de données gouvernementales, l'amélioration de la qualité du nom, la codification des emplois et des adresses afin d'établir un système de contrôle efficace et une gouvernance électronique.

La première étape s'est terminée par la constitution de 115 millions registres de citoyens en tant que données de base et la constitution du fichier des familles égyptiennes comptant 22 millions de foyers. En plus de compléter les numéros nationaux de manière automatisée dans la plupart des bases de données, au cours de cette étape, les bases de données des programmes de protection sociale (Takaful et Karama - associations civiles - logement social - banque Nasser - assurances et pensions) ont été auditées, en plus de vérifier, d'unifier et d'intégrer les bases de données de soutien aux produits de base et d'exclure les décès et les doublons de cette base.

La deuxième étape a été réalisée du 1/7/2017 au 31/12/2018 sous le nom de Projet national pour l'infrastructure informatique de l'État égyptien dans le but d'améliorer les services, de fournir des services proactifs et de mettre en place un registre unifié des entités économiques.

Une structure technologique hautement sécurisée a été développée, capable de gérer une énorme quantité de données, de mettre à jour automatiquement ces données quotidiennement et de commencer à se connecter en direct avec les entités de l'État pour obtenir des données mises à jour. L'infrastructure informatique a été mise à jour et améliorée en augmentant le nombre de bases de données au sein du système, de 34 à 59 bases de données avec un total de 3 milliards de registres avec l'élaboration d'un mécanisme pour mesurer et tester la qualité des données en utilisant une expertise internationale et avec l'aide d'entreprises spécialisées. L'utilisation d'applications d'intelligence artificielle a également été lancée dans la purification, l'audit et la mise à jour des données. La constitution du Registre unifié des entités économiques a été initiée par l'intégration de toutes les bases de données associées à ces entités et l'achèvement de la collecte des données de 10 millions d'entreprises à travers 10 bases de données. Au cours de cette étape, la société a été divisée en classes, selon lesquelles les familles de premiers soins ont été identifiées et ciblées avec les programmes de protection sociale nécessaires et la formation de 27 millions de familles nucléaires (mari, femme et enfants). D'autre part, un projet distinct a été lancé pour intégrer, unifier et mettre à jour les bases de données des abonnés à l'électricité, et toutes les procédures technologiques nécessaires ont été achevées pour fournir les données nécessaires au démarrage du projet de transformation numérique de l'État égyptien.

La troisième étape a été réalisée du 1/1/2019 au 31/12/2021 sous le nom de Projet national d'infrastructure informatique et de transformation numérique de l'État égyptien afin d'aider à la mise en œuvre du projet de transformation numérique et à l'intégration entre l'information textuelle et géographique.

L'infrastructure informatique a été mise à jour et améliorée en augmentant le nombre de bases de données au sein du système, de 59 à 68 bases de données appartenant à diverses entités étatiques. Le lancement de la plateforme « digital Egypt » a également commencé en utilisant les données de l'infrastructure informatique et fournir des données sur l'identité numérique du citoyen et les informations nécessaires afin de personnaliser les services et les diriger vers leurs bénéficiaires tout en assurant l'intégrité des procédures et la conformité des données à la gouvernance des services qui seront automatisés avec la réalisation des analyses requises en vue d'améliorer les services et assurer les règles nécessaires (droit / exclusion).

Au cours de la troisième étape, l'intelligence artificielle a été utilisée pour

**Pour que la transformation numérique soit complètement achevée, il était nécessaire de démarrer le projet d'infrastructure informatique de l'État égyptien, qui représente la pierre angulaire du processus de transformation numérique de manière efficace et efficiente sur la base de données et d'informations précises. L'infrastructure informatique représente la véritable force de l'État égyptien pour soutenir la prise de décision dans divers domaines (économique, social, culturel, environnemental, éducatif, sanitaire) sur la base de données réelles**

former, déduire l'arbre généalogique et la famille nucléaire et détecter les types et les cas de fraude « décaissement des fournitures - évasion fiscale » et la création de programmes de simulation avec le soutien des responsables dans l'élaboration de politiques de ciblage pour la protection sociale et l'amélioration de la qualité de l'intégration des données telles que l'identification du numéro national et son lien avec le compteur électrique à l'aide du nom et de l'adresse et la prévention des crises et des effets négatifs qui en découlent.

Un certain nombre d'écrans d'accessibilité ont été mis en place pour que les responsables puissent s'enquérir de toutes les données et services fournis au citoyen. La mise en œuvre du projet d'information géographique a été lancée, qui sera utilisée dans le projet de patrimoine immobilier et le projet de taxe foncière et jouera un rôle efficace dans la réduction des vols d'électricité et la délivrance du numéro national immobilier.

La quatrième (future) étape a débuté le 12022/1/ et devrait s'achever le 12024/7/ sous le nom de Développement du système de l'infrastructure informatique et de la transformation numérique et d'amélioration de ses capacités afin de construire et de développer une vision intégrée de l'État égyptien dans tous les domaines, et ce après l'avoir divisé en plateformes selon différents domaines de travail avec l'inclusion de bases de données communes dans les mêmes domaines sous une seule section, ce qui permet à l'utilisateur de les gérer avec une vue multiforme plus complète, d'analyser et d'examiner les données plus clairement et de fournir des services proactifs et cognitifs au citoyen.

Plateformes de données selon les domaines de travail

Il y aura également une expansion de l'utilisation des entrepôts de données terminaux et des équipements pour l'analyse des données à distance dans diverses entités et le maintien du gradient temporel des bases de données avec des taux de variation élevés, moyens et faibles en fonction de chaque taux, en tenant compte de la nécessité de fournir des entrepôts de stockage de données avec une grande capacité de stockage, ce qui a déjà été fait, ainsi que des capacités de traitement élevées afin de conserver cette énorme quantité de données, les traiter et les analyser si nécessaire, en fonction du rythme de mise à jour des enregistrements, et de la dépendance croissante aux applications d'intelligence artificielle, y compris l'apprentissage automatique, l'analyse statistique et l'amélioration de la qualité des données. Notons que les technologies modernes contribuent au développement de l'intelligence artificielle et de ses applications.

Sur la base de l'expérience acquise au cours des étapes précédentes, un service sera mis à la disposition des citoyens eux-mêmes en corrigeant et en auditant leurs données dans diverses bases de données lors de la demande d'un service via des plateformes de prestation de services et en permettant l'enregistrement de ces données dans l'infrastructure informatique dans le but d'obtenir des données mises à jour par le citoyen d'une manière directe après avoir confirmé son authenticité.

L'un des résultats de l'infrastructure informatique est d'aider le secteur privé avec des données et des statistiques précises, et non des données estimées, à prendre des décisions judicieuses et à améliorer ses opérations quotidiennes. Ces données peuvent être liées aux clients, aux marchés, aux tendances, aux concurrents, aux performances financières, aux employés et autres. Les données aident à mieux comprendre les besoins du marché, à améliorer les services, les produits et le marketing, ainsi qu'à prendre des décisions judicieuses en matière d'investissement, d'expansion, de productivité, de contrôle des coûts et d'autres aspects de la gestion des affaires. Par conséquent, le secteur privé a besoin de nombreuses données fiables et précises pour réussir et connaître une croissance durable sur le marché.

Le point de départ de la construction de modèles de données appliqués est de former une perception globale ou une vision à 360 degrés de chaque citoyen à travers plusieurs dimensions, en commençant par les données de base, suivies des dimensions sociale, économique, de la santé et de la propriété, en plus de la dimension des communications et des adresses. Dans le cadre du traitement des entités économiques, la vision du Registre unifié des entités économiques a été élaborée sur la base des données fiscales, du registre du commerce, des données de l'Autorité d'investissement, ainsi que des données sur l'assurance des entreprises et les montants d'argent répertoriés dans la base de données des paiements gouvernementaux, en plus des données du registre industriel. Compte tenu de l'infrastructure géoinformatique, les données textuelles ont été intégrées et intégrées aux données géographiques pour former une image globale afin de créer un numéro immobilier unifié, qui est au cœur du projet d'inventaire et de gestion du patrimoine immobilier.

D'autre part, en examinant le Registre unifié des citoyens, nous constatons que l'on s'est appuyé sur la construction d'un modèle unifié et complet en intégrant les données des citoyens disponibles dans toutes les entités gouvernementales sur la base du numéro national, à travers lequel il est possible de dresser un tableau complet de la société égyptienne, où les données de base contiennent les données de naissance, les parents, le statut social ainsi que les données de la femme, des enfants et de la résidence. Tandis que la dimension sociale comprend toutes les données disponibles sur l'inscription du citoyen dans les programmes de protection sociale, tels que les programmes de produits de base et de soutien monétaire (Takaful et Karama), ainsi que des données sur la couverture d'assurance si le citoyen travaille encore ou des données sur les pensions après la retraite.

Dans le cadre de la construction de la vision des entités économiques, le numéro d'enregistrement fiscal a été adopté comme identifiant de base des

entités économiques, où les données de l'administration fiscale incluent les données des financiers, des partenaires, des ratios de partenariat, ainsi que des données sur les paiements et déclarations fiscales.

L'intégration des données textuelles aux données géographiques a abouti à la création d'une base de données centrale pour collecter les principales données de chacun des participants et les placer sur des cartes. Le numéro national unifié immobilier a également été créé en codant les rues / terrains / bâtiments / unités avec des numéros d'identification unifiés en vue de les utiliser dans le projet d'inventaire et de gestion du patrimoine immobilier et de son intégration avec d'autres bases de données nationales.

Les résultats les plus importants de l'infrastructure informatique de l'État égyptien à travers l'exploitation du Registre unifié des citoyens, de l'arbre généalogique, des entités économiques et de l'arbre des entités économiques sont les suivants:

La constitution de 140 millions de dossiers de citoyens, vivants et morts, avec un total de 27 millions de familles, a été achevée.

Compléter et auditer les données des grandes entités économiques dans la base de données de l'Administration fiscale (les commissions des grands et moyens financiers) afin qu'elle puisse effectuer la comptabilité fiscale et collecter sa valeur : 8 millions de dossiers économiques ont été complétés et un arbre d'entités économiques a été créé.

De nombreuses procédures ont été effectuées pour purifier la base de données des bénéficiaires de cartes de rationnement (mauvais numéros nationaux, décès, bénéficiaires récurrents sur plus d'une carte), et cette purification de la base de données a permis de réaliser des économies financières estimées à environ (10,8 milliards) de livres par an. Environ 84 millions de bénéficiaires ont été enregistrés pour le soutien aux produits de base et le pain, et en vérifiant les bases de données, on compte 71 millions de bénéficiaires pour la base de données sur le pain et 63 millions de bénéficiaires pour la base de données sur les rations.

Soutien aux produits de base et pain

L'audit des données de (6 millions) citoyens demandant la subvention pour l'emploi affecté par la pandémie de corona, où le nombre total de ceux qui remplissaient les conditions s'élevait à environ (2 millions) citoyens, a contribué à des économies matérielles d'environ (12 milliards) livres.

L'Emploi irrégulier

L'assistance à l'examen automatisé des demandes des candidats aux programmes de protection sociale et à l'exclusion des demandes non méritées conformément aux conditions du ministère de la solidarité a contribué à réaliser des économies matérielles équivalentes à environ (3 milliards) de livres par an.

L'assistance à l'examen des demandes des candidats aux fonds de financement hypothécaire et au soutien au logement social pour environ (300 mille) demandes par an a contribué à des économies matérielles équivalentes à environ (2,4 milliards) livres par an.

Il convient de souligner que l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le traitement des mégadonnées est une nécessité urgente compte tenu du taux excessif de croissance des données, de leur faible qualité dans les entités et de leur manque d'intégration, et elle a été invoquée sous plusieurs formes telles que (profilage, intégration et amélioration de la qualité des données - formation des familles et arbre généalogique - codage et standardisation des emplois, adresses et diplômes - préparation de scénarios de simulation - travail de détection des schémas de fraude et d'évasion fiscale).

Scénarios de soutien des produits de base et du pain

Dans le cadre de l'élévation du niveau de qualité des données dans l'infrastructure informatique à l'aide de programmes d'intelligence artificielle, des programmes de correspondance des données ont été créés, à travers lesquels les données du numéro national du citoyen ou des numéros d'enregistrement fiscal des entités économiques sont tirées, ce qui contribue à l'intégration des données de l'entité, améliorant la validité des registres et des données, et la dépendance des entités étatiques vis-à-vis de ces données de l'infrastructure informatique en vue de soutenir la prise de décision et la performance des services, ce qui augmente également le niveau de confiance entre le gouvernement et le citoyen. D'autre part, à l'aide de programmes de simulation, de nombreux scénarios ont été préparés sur la manière de traiter le problème de soutien, ce qui garantit aux responsables de prendre des décisions afin d'augmenter le soutien apporté à certaines catégories et en exclure d'autres et de montrer l'impact réel de ces décisions soit en réalisant des économies matérielles, soit en fournissant un renforcement supplémentaire en cas de besoin.

L'un des résultats les plus marquants est le modèle d'arbre généalogique, dont la structure de base dépend de la recherche des relations de paternité d'un citoyen ou de leur déduction à travers les données disponibles dans l'infrastructure informatique, suivie de la recherche des relations matrimoniales pour former la famille dite nucléaire - un terme en sociologie désignant la famille en tant que mari, femme et enfants - et en connectant ces familles nucléaires, une perception des relations familiales jusqu'au cinquième degré se forme après de nombreuses procédures de vérification. Ce modèle d'arbre généalogique se caractérise par sa capacité à accueillir tout type de relations susmentionnées existant lors de l'ajout automatique de nouvelles bases de données à l'infrastructure informatique.

Selon la même approche, un modèle similaire de relations entre entités économiques a été construit à partir des données sur les impôts, le registre



du commerce et les données des individus dans les entreprises économiques - partenaires réels ou dirigeants en tant que membres du conseil d'administration et directeurs - ce qui contribue à présenter une autre dimension des citoyens et de leurs relations les uns avec les autres, mais à travers la perspective économique.

Les résultats les plus importants de l'infrastructure informatique de l'État égyptien et de l'utilisation de l'intelligence artificielle sont les suivants :

L'audit des données de la Société du Canal pour la distribution d'électricité a permis d'identifier les lieux de saisie d'électricité.

La détection de violations dans l'Autorité de l'Éducation des adultes du ministère de l'Éducation, comprenant l'enregistrement de fausses données pour environ (325 mille) étudiants dans les programmes d'alphabetisation.

Limiter le nombre de citoyens résidant dans le gouvernorat de Port-Saïd à partir de leurs relations quotidiennes avec les entités de l'État au sein du gouvernorat et leur répartition vers les unités de santé dans l'application du système d'assurance maladie globale dans le gouvernorat.

Aider le ministère de la solidarité sociale à vérifier et à mettre à jour les données des familles des martyrs et des civils blessés lors d'incidents terroristes et de leurs ayants droit, ainsi qu'à compléter les données des personnes ayant des besoins spéciaux ayant la Carte de Services intégrés.

Aider l'Autorité Centrale d'Organisation et d'Administration dans l'analyse des données des employés candidats au déménagement dans la nouvelle Capitale administrative.

Préparer une étude pour prédire les effets attendus sur l'État égyptien à la suite de la propagation de la pandémie de corona et les mesures à prendre avec l'étude des produits les plus touchés par la crise et les alternatives proposées pour réduire les effets négatifs.

Aider à la mise en œuvre des directives du Président de la République visant à cibler les groupes les plus vulnérables en leur apportant un soutien exceptionnel pour les aider à faire face à la crise économique actuelle, estimés à environ (9 millions) de familles.

Fournir des données sur les citoyens aux gouvernorats de Port-Saïd et de Louxor en vue du lancement pilote ciblé du projet de Carte de citoyen pour les services gouvernementaux et les paiements.

Assurer les règles nécessaires pour les services (droit / exclusion) via la requête sociale en vue d'appliquer les critères fixés par le ministère de la solidarité pour verser un soutien en nature et monétaire aux citoyens en vérifiant les données des candidats au programme Takaful et Karama de manière automatisée avec un total d'environ (166 millions) de demandes vérifiées.

Assurer les règles nécessaires pour les services (droit / exclusion) à travers une demande au ministère de l'approvisionnement et du commerce intérieur afin d'appliquer les déterminants fixés par le ministère pour le décaissement de l'aide aux rations aux citoyens en vérifiant les données des demandeurs de manière automatisée avec un total d'environ (95 millions) demandes vérifiées.

L'un des objectifs stratégiques de la transformation numérique de l'État égyptien, conformément à la vision de l'Égypte 2030, est de développer la performance de l'appareil administratif de l'État afin de fournir les services gouvernementaux nécessaires à la vie quotidienne des citoyens grâce à un système de services basé sur des méthodes modernes efficaces pour soulager leurs souffrances en éliminant les manifestations de bureaucratie et de corruption et en augmentant le niveau de confiance entre le gouvernement

**Les résultats les plus importants de l'infrastructure informatique de l'État égyptien à travers l'exploitation du Registre unifié des citoyens, de l'arbre généalogique, des entités économiques et de l'arbre des entités économiques sont les suivants:**

**La constitution de 140 millions de dossiers de citoyens, vivants et morts, avec un total de 27 millions de familles a été achevée.**

**Compléter et auditer les données des grandes entités économiques dans la base de données de l'Administration fiscale (les commissions des grands et moyens financiers) afin qu'elle puisse effectuer la comptabilité fiscale et collecter sa valeur : 8 millions de dossiers économiques ont été complétés et un arbre d'entités économiques a été créé.**

et le citoyen, ainsi qu'en réalisant les principes de gouvernance qui séparent le prestataire de services de ses destinataires et en développant les services nécessaires à l'environnement économique des affaires en vue d'attirer plus d'investissements.

L'expansion de la fourniture de services électroniques représente le principal garant de l'amélioration de l'environnement de travail, de l'établissement d'une société de la connaissance et de l'élévation du niveau de performance au sein des différentes institutions de l'État, et contribue à la reconstruction de l'être humain égyptien en améliorant le niveau de vie des citoyens grâce à la disponibilité de multiples services électroniques qui économisent du temps et des efforts, ainsi que l'adaptation de la technologie pour trouver des solutions aux problèmes et défis auxquels la société est confrontée. La plateforme « digital Egypt » a été lancée lors de la troisième étape de l'infrastructure informatique de l'État égyptien, en s'appuyant sur elle afin de fournir les données nécessaires aux éléments suivants:

L'identité numérique : Audit et vérification de l'identité du citoyen.

Les informations nécessaires à la personne: Fournir toutes les données du Registre unifié du citoyen nécessaires en fonction des besoins du citoyen et de sa famille.

Gouvernance des services: Assurer l'intégrité des procédures et la conformité des données.

Analyse et amélioration des services: Utilisation des données de service pour généraliser, améliorer et garantir la qualité des données.

Droit et exclusion: Assurer les règles nécessaires au droit aux services.

Il convient de noter que 168 services ont été lancés à partir de 9 ministères utilisant l'infrastructure informatique dans les domaines suivants ( État civil - circulation - documentation- enregistrement immobilier - investissements - taxes foncières - Agriculture - Registre du commerce - documents personnels - application de la loi - électricité - Dar Al-Iftaa (La Maison de la Fatwa d'Egypte) - tribunaux - assurance maladie complète - rationnement - logement social - éducation - corruption - assurance sociale - preuves médicales - courrier - et autres services publics) et le reste des services est en cours d'achèvement pour tous les secteurs de l'État.

L'infrastructure informatique de l'État égyptien est centrée sur le citoyen sous diverses formes et objectifs. Elle montre une image complète du comportement du citoyen, qui peut être géré et modifié au profit de la société. Ce système profite à toutes les parties intéressées et il est possible de résumer les avantages et les bienfaits pour chacun des groupes comme suit :

Pour le citoyen, cela contribuera à fournir :

Des programmes de protection sociale spécifiques, bien ciblés et mesurables avec l'élimination de la corruption qui peut apparaître lors de la prestation de services ou en raison de citoyens indignes.

Des possibilités de renforcement des capacités et de formation pour les emplois existants, nouveaux ou émergents sur le marché.

La refonte de l'ensemble des services gouvernementaux pour servir le citoyen facilement et efficacement (visites minimales ou pas besoin de se rendre dans les bureaux du gouvernement, fourniture d'informations sur les services modernes, adoption d'un modèle de services proactif).

Pour le gouvernement, il s'agit d'un nouveau modèle de gouvernance qui soutient :

Une vision profonde des besoins et des comportements des citoyens et de la société, conduisant à une planification proactive basée sur l'information de l'économie, des services et de la protection sociale.

La refonte des services gouvernementaux pour les citoyens, les étrangers et les investisseurs, ainsi qu'au sein des organismes gouvernementaux (réduction des coûts et de la main-d'œuvre).

La restructuration des programmes d'éducation, de santé et de protection sociale dans le but de changer le comportement des citoyens.

La réduction de la corruption et la lutte contre la criminalité.

Un meilleur suivi de la performance du gouvernement.

Une meilleure gestion des revenus (par exemple, meilleure perception des impôts) et de l'argent (répartition et utilisation transparentes).

La restructuration du mécanisme du gouvernement pour qu'il soit plus analytique et axé sur les données.

Pour la société, l'impact est perceptible dans :

Un rôle spécifique et mesurable des organes de la société civile sur la base d'informations précises.

Le changement de comportement dans la société égyptienne qui peut être mesuré et contrôlé (tels que le contrôle de la croissance démographique, l'utilisation des bureaux de santé pour les nouveau-nés et les adultes, et l'alphabetisation ...).

La croissance économique et l'établissement de chaînes de valeur dans la société

La lutte contre la corruption et la détection précoce d'éventuels cas de corruption (dans les transactions gouvernementales ou citoyennes).

Pour l'économie, l'impact est évident dans :

La croissance économique globale, en particulier dans les zones à faible revenu qui souffrent de pauvreté.

L'intégration autant que possible du secteur informel pour le transformer en une économie formelle, ce qui se traduit par une augmentation des recettes fiscales, des services disciplinés et contrôlés et de grandes opportunités de croissance.

Il est clair que ce système est utile pour transformer la société et l'économie

**De nombreuses procédures ont été effectuées pour purifier la base de données des bénéficiaires de cartes de rationnement (mauvais numéros nationaux, décès, bénéficiaires récurrents sur plus d'une carte), et cette purification de la base de données a permis de réaliser des économies financières estimées à environ (10,8 milliards) de livres par an. Environ 84 millions de bénéficiaires ont été enregistrés pour le soutien aux produits de base et le pain, et en vérifiant les bases de données, on compte 71 millions de bénéficiaires pour la base de données sur le pain et 63 millions de bénéficiaires pour la base de données sur les rations.**

égyptiennes en ciblant le changement de comportement, l'intégration du secteur informel, la protection sociale afin de parvenir à la croissance, la réduction de la pauvreté, la participation active de la société civile et du secteur privé, la lutte contre la corruption et, notamment, la croissance économique.

Le projet sert de base à tous les programmes de protection sociale directs et indirects actuellement en cours de mise en œuvre ou en cours de planification. En fait, cela ouvre la porte à un nouveau niveau de protection sociale, de sorte que les programmes peuvent prendre une forme détaillée au niveau individuel, et par conséquent, leur impact devient plus facile à mesurer. Il est clair que le ciblage deviendra plus précis, la détection des différents modèles sociaux nécessitant un soutien sera plus rapide, la conception des programmes adéquats pour les catégories de bénéficiaires appropriées sera plus accessible, et le taux de corruption lié à la prestation de services diminuera car il sera possible de suivre le processus dans son ensemble, et enfin il sera possible de mesurer l'impact de chaque programme. Toutes ces caractéristiques augmentent le degré de transparence et, par conséquent, la confiance du citoyen dans le travail du gouvernement.

En parlant de l'aspect économique et de la façon de le planifier différemment, les choses suivantes deviennent claires :

Les nouveaux emplois qui seront disponibles dans les 5 à 10 prochaines années et comment leur fournir la main-d'œuvre adéquate.

Comment atténuer l'impact des entreprises qui seront annulées ou qui disparaîtront.

Le secteur informel et comment le transformer en secteur formel.

Les chaînes de valeur existantes et comment les renforcer.

Le côté compétitif de l'Égypte et comment l'augmenter.

Comment développer le bon écosystème pour les zones pauvres en pleine croissance.

Comment attirer les investissements, et en particulier les investissements locaux.

Par conséquent, il y a de nombreuses questions auxquelles il faut répondre afin de préparer un plan de croissance économique global pour l'Égypte. En effet, grâce aux outils analytiques et basés sur l'Intelligence artificielle, le projet d'infrastructure informatique de l'État égyptien est en mesure de répondre à presque toutes les questions avec des informations précises. Par exemple, il est possible de déterminer les emplois actuels en Égypte et leur ordre, puis en fonction de cet ordre, nous pouvons sélectionner et choisir le haut de la liste. Ensuite, il est possible de dresser un tableau de ces emplois par rapport aux nouvelles tendances du marché (emplois qui prendront fin et qui apparaîtront) et sur cette base, des programmes de renforcement des capacités sont identifiés pour les personnes qui risquent de perdre leur emploi actuel afin de changer de carrière. Il est également possible de faire de même pour identifier les emplois ou les catégories d'emplois qui ont besoin de plus de travailleurs et de développer des incitations appropriées pour attirer les étudiants et les demandeurs d'emploi (par exemple, les médecins).

À la fin du présent article qui traite des étapes de la mise en place de l'infrastructure informatique de l'État égyptien, des résultats les plus importants obtenus au cours des étapes précédentes et de l'importance de l'infrastructure informatique afin d'aider les responsables à promouvoir la vie économique et sociale et à l'exploiter dans l'élaboration de politiques soutenant la société et les citoyens, il convient de signaler que l'infrastructure informatique de l'État égyptien fournit des données réelles, des statistiques et des systèmes technologiques aux entités de l'État pour les aider dans la transformation numérique, la prise de décision et la prestation de services. La gestion électronique et la transformation numérique des entités étatiques sont devenues une exigence urgente en tant que mécanisme efficace de lutte contre la corruption grâce à l'utilisation des modalités de la technologie moderne dans le travail administratif en vue d'éliminer les stéréotypes de prestation des services publics et passer au mode électronique, caractérisé par la flexibilité, le dynamisme et l'efficacité, ce qui permet d'économiser du temps, des efforts et des coûts, améliore la transparence et la responsabilité, et contribue à l'activation du contrôle électronique pour détecter les lieux de corruption et les cas de fraude en vue de les éliminer.

L'infrastructure informatique aide positivement l'État égyptien à mettre en œuvre des politiques de ciblage utilisées pour apporter un soutien aux familles les plus vulnérables. En plus de maximiser les ressources de l'État, d'étudier les impacts attendus à la suite de catastrophes et de crises, et de proposer des solutions pour surmonter et réduire l'impact de ces catastrophes et crises sur l'État égyptien. Elle aide également les entités de l'État à améliorer la satisfaction des citoyens à l'égard du niveau de services en fournissant des données pour la réalisation de services proactifs et cognitifs.



## Contact avec l'Autorité de Contrôle Administratif

Site Web de l'Autorité:

[www.aca.gov.eg](http://www.aca.gov.eg)

Contact direct avec les responsables de l'Autorité au siège:  
Veuillez consulter le site Web de l'Autorité

Hotline :

**16100**

Poste Egyptienne / Télégraphe

Page officielle de Facebook:

[facebook.com/ACAEGYPT](https://www.facebook.com/ACAEGYPT)

Télécopie du Siège de l'Autorité :

**0222915403**

Télécopies des bureaux régionaux de l'Autorité dans les gouvernorats:

Veuillez consulter le site Web de l'Autorité



## الالتزام بالتميز

## ENGAGEMENT ENVERS L'EXCELLENCE

### Contact avec

l'Académie Égyptienne de Lutte contre la Corruption :  
Veuillez consulter le site web de l'Académie

[academy.aca.gov.eg](http://academy.aca.gov.eg)

Courriel de l'Académie:

[eaca@aca.gov.eg](mailto:eaca@aca.gov.eg)

Courriel du magazine:

[Damir\\_alwatan@aca.gov.eg](mailto:Damir_alwatan@aca.gov.eg)





# مجلس الافتاء



الأكاديمية الوطنية  
لمكافحة الفساد  
EACA

مركز بحوث ودراسات منع ومكافحة الفساد  
CRSPCC